



Agence canadienne  
d'évaluation environnementale

Canadian Environmental  
Assessment Agency

# Examens préalables fédéraux

*Analyse reposant sur le contenu du  
Site Internet du registre canadien d'évaluation environnementale*



Rapport 1  
Gouvernement du Canada  
Programme d'assurance de la qualité  
des évaluations environnementales en vertu de la  
*Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*  
Décembre 2007



Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2007)  
Tous droits réservés

Publié par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.

Également publié en anglais sous le titre de: Federal Screenings: An Analysis based on Information from the Canadian Environmental Assessment Registry Internet Site.

Ce document est disponible sur le site Web de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale à l'adresse suivante : [www.acee-ceaa.gc.ca](http://www.acee-ceaa.gc.ca).

Des formats alternatifs peuvent être demandés auprès de l'Agence au :  
[publications@acee-ceaa.gc.ca](mailto:publications@acee-ceaa.gc.ca)

No. de catalogue : En106-74/2008F-PDF  
ISBN : 978-0-662-07899-9

## TABLE DES MATIÈRES

### SOMMAIRE

S-1

<b>1 INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
1.1 Contexte .....	1
1.2 Objet du rapport.....	2
1.3 Structure du rapport.....	3
<b>2 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LES EXAMENS PRÉALABLES ET LE SITE INTERNET.....</b>	<b>5</b>
2.1 Exigences pour les examens préalables .....	5
2.2 Le site Internet.....	6
2.2.1 Caractéristiques importantes.....	6
2.2.2 Exigences du site Internet particulières aux examens préalables .....	7
2.2.3 Procédures d'entrée des données .....	18
2.3 Résumé : Étapes de l'examen préalable et exigences connexes relativement au site Internet 19	
<b>3 APPROCHE ET MÉTHODES .....</b>	<b>23</b>
3.1 Nature des projets faisant l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi.....	23
3.2 Nature du processus d'examen préalable.....	23
3.3 Qualité du service fourni par le site Internet.....	25
<b>4 CONSTATATIONS.....</b>	<b>27</b>
4.1 Nature des projets faisant l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi.....	27
4.2 Nature du processus d'examen préalable.....	33
4.2.1 Ponctualité dans la publication des <i>Avis de lancement</i> .....	33
4.2.2 Participation du public aux examens préalables .....	34
4.2.3 Disponibilité du rapport d'examen préalable .....	40
4.2.4 Délai offert avant la décision au titre de l'article 20 .....	41
4.2.5 Modifications aux <i>Avis de lancement</i> .....	42
4.2.6 Ponctualité de la publication des <i>Avis de décision</i> .....	43
4.2.7 Durée du processus d'examen préalable.....	43
4.2.8 Décisions au titre de l'article 20.....	44
4.2.9 Programmes de suivi.....	45
4.3 Qualité du service fourni par le site Internet.....	46
4.3.1 Qualité de l'information publiée sur le site Internet .....	46
4.3.2 Disponibilité des rapports d'examen préalable.....	50

<b>5 MESURES PRISES À CE JOUR POUR AMÉLIORER LE PROCESSUS D'EXAMEN PRÉALABLE .....</b>	<b>53</b>
5.1 Initiatives de l'Agence .....	53
5.1.1 Amélioration de la qualité de l'information versée au site Internet.....	53
5.1.2 Entrer correctement la date de lancement et la date de décision relative à l'article 20.....	53
5.1.3 Afficher les <i>Avis de décision</i> en temps opportun.....	54
5.1.4 Formation liée au site Internet .....	54
5.1.5 Améliorer l'orientation en ligne .....	54
5.1.6 Apporter des améliorations techniques aux fonctions du site Internet.....	54
5.2 Initiatives interministérielles.....	54
5.2.1 Équipe interministérielle du Registre.....	54
5.2.2 Travail lié à la participation du public aux examens préalables .....	55
5.3 Initiatives ministérielles.....	55
5.3.1 Initiatives de l'Agence Parcs Canada.....	55
5.3.2 Initiatives de Pêches et Océans Canada .....	56
5.3.3 Initiative de description du processus de Ressources naturelles Canada.....	56
<b>6 DISCUSSION .....</b>	<b>57</b>
6.1 Efficacité du site Internet .....	57
6.2 Participation du public aux examens préalables .....	58
6.3 Durée des examens préalables.....	58
6.4 Programmes de suivi.....	59
6.5 Efficacité de l'examen préalable.....	59



## Liste des tableaux

Tableau 1.	Champs de données du site Internet correspondant aux moments clés .....	24
Tableau 2.	Calculs d'intervalle de temps fournis par la base de données Microsoft ACCESS <sup>TM</sup> .....	25
Tableau 3.	État actuel <sup>1</sup> des examens préalables dont l' <i>Avis de lancement</i> date des années 2004, 2005 et 2006. ....	27
Tableau 4.	Répartition générale des cotes de projets décrits dans un échantillon de 2 259 projets ayant fait l'objet d'un <i>Avis de lancement</i> au cours de l'année 2004 .....	28
Tableau 5.	Répartition des cotes de projets, par catégorie, décrits dans un échantillon de 2 259 projets ayant fait l'objet d'un <i>Avis de lancement</i> au cours de l'année 2004 .....	29
Tableau 6.	Délais d'affichage des <i>Avis de lancement</i> (2004-2006) .....	34
Tableau 7.	Examens préalables avec <i>Avis concernant la participation du public</i> .....	35
Tableau 8.	Corrélation statistique entre les dates d'affichage des <i>Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale</i> et les dates d'affichage des <i>Avis de décision</i> .....	40
Tableau 9.	Corrélation statistique entre les dates d'affichage d' <i>Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale</i> et les dates correspondant aux décisions prises aux termes de l'article 20.....	41
Tableau 10.	Corrélation statistique entre les dates des modifications finales apportées aux <i>Avis de lancement</i> et les dates correspondant aux décisions prises aux termes de l'article 20.....	42
Tableau 11.	Délai d'affichage de l' <i>Avis de décision</i> .....	43
Tableau 12.	Durée des examens préalables et échéancier d'affichage des avis correspondants .....	44
Tableau 13.	Examens préalables comportant un programme de suivi .....	45

## Liste des figures

Figure 1.	<i>Avis de lancement</i> .....	10
Figure 2.	<i>Avis de portée des éléments</i> .....	11
Figure 3.	<i>Avis concernant la participation du public</i> .....	12
Figure 4.	<i>Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale</i> .....	13
Figure 5.	<i>Avis de décision</i> .....	14
Figure 6.	<i>Avis de programme de suivi</i> .....	16
Figure 7.	<i>Avis d'arrêt</i> .....	17
Figure 8.	<i>Avis d'annulation</i> .....	17
Figure 9.	Exemple d'écran d'entrée qui utilise des cases à cocher.....	18
Figure 10.	Exemple d'un écran d'entrée qui utilise un menu déroulant.....	19
Figure 11.	Étape de l'examen préalable et exigences connexes relatives au site Internet .....	22
Figure 12.	Menu d'entrée pour la sélection de l'emplacement du projet.....	48

## SOMMAIRE

Les modifications à la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (la Loi), proclamées le 30 octobre 2003, ont créé l'obligation pour l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence) de mettre sur pied et de diriger un programme d'assurance de la qualité applicable aux évaluations effectuées en vertu de la Loi. Ce premier rapport dans le cadre de ce programme porte sur les examens préalables, la catégorie qui représente plus de 99 % de toutes les évaluations. Il est fondé sur l'information affichée sur le *site Internet du Registre canadien d'évaluation environnementale* (SIRCEE) et porte sur 18 056 examens préalables dont les *Avis de lancement* ont été affichés pendant la période 2004-2006.

Ce rapport a pour but de mettre en évidence les aspects du programme d'examens préalables, ou les aspects connexes du SIRCEE, qui pourraient justifier un examen plus approfondi en vue d'y apporter des améliorations éventuelles. Trois points inter-reliés y sont abordés :

- la nature des projets faisant l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi,
- la nature du processus d'examen préalable,
- la qualité du service fourni par le site Internet en ce qui a trait aux examens préalables.

Nous conseillons fortement aux personnes qui ne connaissent pas bien la Loi et ses règlements de lire attentivement le chapitre 2 avant de passer aux autres chapitres du rapport. On y trouve une description des exigences pertinentes de la Loi et de ses règlements, de même que les mécanismes mis en place pour y répondre.

### Constatations

#### ***Nature des projets faisant l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi***

L'analyse préliminaire d'un sous-échantillon de 2 259 examens préalables commencés pendant l'année 2004 laisse entendre que plus de 90 % portaient sur des projets qui semblaient peu susceptibles d'avoir des effets environnementaux négatifs plus que mineurs ou de présenter des risques plus que mineurs pour l'environnement. Bien que cette analyse soit subjective et fondée sur la quantité restreinte de renseignements contenus dans les *Avis de lancement* affichés sur le SIRCEE, elle n'en est pas moins à l'abri d'une incidence marquée attribuable aux écarts probables dans les cotes que différents analystes pourraient attribuer à des projets pris individuellement. Par conséquent, la conclusion fondamentale de l'analyse peut être considérée comme raisonnablement fiable.

## ***Nature du processus d'examen préalable***

### **Constatations clés**

Sur les 18 056 examens préalables commencés pendant la période 2004-2006, des *Avis de participation du public* avaient été affichés sur le site Internet du RCEE conformément au paragraphe 18(3) de la Loi dans 60 cas seulement. De plus, dans 46 de ces 60 cas, c'est l'Agence Parcs Canada qui était l'autorité responsable.

Les autorités responsables ont indiqué que l'absence d'un *Avis de participation du public* ne signifie pas nécessairement qu'aucun effort n'a été déployé pour obtenir de l'information et l'avis du public et en tenir compte. Elles ont également indiqué qu'il existe un certain nombre de « zones grises » dans l'interprétation du paragraphe 18(3) de la Loi. Des ministères et organismes du gouvernement fédéral se sont engagés à examiner plus en détail les questions ci-dessus dans le cadre d'un programme de travail à deux volets décrit à la section 5.2.2 du présent rapport.

### **Autres constatations**

Le rapport renferme des conclusions additionnelles concernant les examens préalables passés qui, dans certains cas, pourraient justifier un examen plus détaillé :

- En général mais pas toujours, l'*Avis de lancement* a été affiché « dans les quatorze jours suivant le lancement d'une évaluation environnementale », comme le prévoit la Loi.
- Dans la grande majorité des cas, les *Avis de lancement* ont été publiés sans subir de modifications ultérieures. Toutefois, dans un certain nombre de cas, l'*Avis de lancement* a été modifié tard dans le processus, parfois même après que la décision sur l'examen préalable en vertu de l'article 20 de la Loi ait été rendue.
- Dans la grande majorité des cas, l'*Avis de publication du rapport d'évaluation environnementale* exigé conformément à la Loi a été affiché sur le SIRCEE le même jour que l'*Avis de décision*, par conséquent à la date de la décision sur l'examen préalable en vertu de l'article 20 de la Loi ou après cette date.
- Dans la majorité des cas, l'*Avis de décision* a été affiché dans le mois qui suivait la date indiquée de la décision sur l'examen préalable en vertu de l'article 20 de la Loi. Il n'y a cependant que dans un petit nombre de cas que le retard était important.
- Au cours des années 2004, 2005 et 2006, la durée médiane des examens préalables, entre la date de lancement indiquée et la date indiquée de la décision sur l'examen préalable en vertu de l'article 20 de la Loi a été de 60, 50 et 41 jours respectivement.

- Dans tous les cas sauf cinq, l'autorité responsable a rendu une décision en vertu de l'article 20 de la Loi d'« exercer les attributions qui pourraient permettre la mise en œuvre du projet en tout ou en partie ». Cette décision était fondée sur l'opinion que le projet n'était pas « susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants ». Sur les cinq autres cas, deux projets ont été renvoyés au ministre en vue d'un examen par une commission et on a estimé que trois projets étaient « susceptible[s] d'entraîner des effets environnementaux importants qui ne [pouvaient] être justifiés dans les circonstances ».
- Au cours des années 2004, 2005 et 2006, le nombre indiqué de programmes de suivi des examens préalables était de 253, 83 et 45, respectivement. On estime que les premiers chiffres sont gonflés en raison de la mauvaise interprétation de l'expression « programme de suivi » selon la définition donnée dans la Loi. Les avis affichés sur le SIRCEE n'indiquent pas clairement si les résultats d'un des programmes de suivi ci-dessus ont véritablement été mis à la disposition du public.

### ***Qualité du service fournis par le site Internet***

#### **Constatations clés**

Le SIRCEE fonctionne bien sur le plan technique mais la saisie décentralisée des données pose certains problèmes d'assurance de la qualité.

Peut-être est-ce l'existence de données par défaut du système pour la date du lancement et la date de la décision sur l'examen préalable en vertu de l'article 20 qui pose le plus grand problème sur le plan de la qualité. Cela a suscité des préoccupations légitimes concernant la précision de ces données essentielles, qui impliquent des responsabilités juridiques en vertu de la Loi. Le 21 février 2006, des modifications ont été apportées dans le but d'éliminer la possibilité de génération automatique de ces dates par le système. Les questions entourant la précision des définitions des données mentionnées ci-dessus demeurent.

La création de l'*Équipe interministérielle du Registre* a constitué une des principales mesures visant à favoriser l'amélioration continue de la qualité de l'information affichée sur le SIRCEE. Il s'agit d'un sous-comité permanent du *Comité supérieur de l'évaluation environnementale* (CSEE), la principale institution de coopération interministérielle en matière d'évaluation environnementale.

En collaboration avec l'*Équipe interministérielle du Registre*, le personnel du SIRCEE de l'Agence a établi et présenté une structure de gouvernance et responsabilité pour la gestion et la maintenance du SIRCEE.



### Autres constatations

Le personnel du SIRCEE de l'Agence assure le suivi et la compilation des problèmes de qualité et établit des priorités entre les mesures à prendre afin de continuer à améliorer le site. À ce jour, on a compilé plus de 400 mesures à prendre précises. Si l'on excepte les problèmes liés aux données déjà mentionnés, les catégories de problèmes de qualité relevés comprennent les suivantes :

- sélection erronée occasionnelle de choix dans les menus et les listes de sélection;
- problèmes de révision et de traduction;
- identification erronée occasionnelle des autorités responsables;
- séquence d'affichage des documents portant parfois à confusion;
- méthode de présentation des versions originales et des mises à jour par la suite de l'*Avis de lancement* parfois déroutante;
- titres de document portant parfois à confusion.

On a aussi remarqué que, dans cinq cas seulement, les autorités responsables ont tiré profit de la capacité du SIRCEE d'afficher les rapports d'examens préalables en ligne. La pratique habituelle a plutôt consisté à afficher l'*Avis de publication du rapport d'évaluation environnementale* avec le nom d'une personne-ressource auprès de laquelle se procurer le rapport et, dans certains cas, le ou les lieux où l'on pouvait consulter le rapport.

Selon l'expérience que l'Agence elle-même a acquise dans la commande d'exemplaires de rapports d'examens préalables antérieurs, la qualité du service offert varie. Bien qu'on ait reçu presque la moitié des rapports commandés dans les deux semaines suivantes, dans de nombreux autres cas, il a fallu attendre longtemps, ce qui exige beaucoup de persévérance de la part du demandeur. Le problème le plus fréquent était le caractère obsolète de la liste des personnes-ressources dans les avis affichés sur le SIRCEE. Il est aussi arrivé que les personnes-ressources exprimaient des réserves quant à la divulgation des rapports; que les rapports soient inexistantes; et que les rapports fournis ne soient pas des rapports d'examens préalables.

## **Discussion**

### ***Efficacité du site Internet***

Le travail effectué a révélé que le SIRCEE fonctionne bien sur le plan technique mais qu'il reste un potentiel considérable non exploité pour continuer à améliorer la pratique des examens préalables fédéraux. Par exemple, on n'a pratiquement pas tiré profit des capacités d'affichage en ligne de documents clés.

La gestion d'un système décentralisé comme le SIRCEE comporte de nombreuses difficultés, auxquelles on a répondu en partie en établissant une

structure de gouvernance et des obligations de rendre compte sur la gestion et en créant une *Équipe interministérielle du Registre permanente*, qui tient des réunions régulières pour discuter des problèmes rencontrés et y trouver des solutions.

### ***Participation du public aux examens préalables***

La conclusion selon laquelle il est rare que des *Avis de participation du public* soient affichés a clairement démontré la nécessité de poursuivre le travail afin de comprendre ce sujet à la fois important et complexe. Les ministères et les organismes fédéraux se sont engagés à collaborer à la mise en place d'un programme qui devrait permettre de mieux comprendre cette question.

### ***Durée des examens préalables***

D'après les données du SIRCEE, la réalisation de la plupart des examens préalables n'entraîne pas des délais inacceptables. Étant donné l'existence de questions concernant la précision des données saisies dans le passé sur les dates de lancement et de décision à propos des examens préalables pour les *Avis de lancement* antérieurs au 21 février 2006, il faudra attendre un certain temps avant que l'on dispose de statistiques pluriannuelles fiables sur la durée des examens préalables.

### ***Programmes de suivi***

Les données du SIRCEE indiquent que les examens préalables donnent rarement lieu à un programme de suivi et que l'existence de résultats de programmes de suivi ne fait pas l'objet d'une diffusion.

### ***Efficacité des examens préalables***

Une des conclusions initiales de l'étude est qu'un très fort pourcentage des projets soumis à un examen préalable en vertu de la Loi semblent peu susceptibles d'avoir des effets environnementaux plus que mineurs ou de présenter des risques plus que mineurs pour l'environnement. Cela soulève des questions quant à la nature des avantages retirés de la réalisation d'examens préalables pour ces projets. L'approfondissement de l'examen de cette question se justifie, autant dans le contexte des mécanismes actuellement disponibles pour examiner ces projets conformément à la Loi que dans celui de l'éclairage à donner à l'examen parlementaire imminent de la Loi.





# Examens préalables fédéraux

*Analyse reposant sur le contenu du*

*Site Internet du registre canadien d'évaluation environnementale*

## 1 INTRODUCTION

### 1.1 Contexte

La *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (la Loi) prescrit à une autorité fédérale (soit un ministre fédéral, une agence ou un ministère du gouvernement fédéral, ou une société d'État mère) l'exécution d'une évaluation environnementale d'un projet dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- lorsque l'autorité fédérale est le promoteur du projet et le met en œuvre en tout ou en partie;
- lorsqu'elle accorde au promoteur certaines formes d'aide financière, afin de permettre la mise en œuvre du projet, en tout ou en partie;
- lorsqu'elle vend, loue ou cède autrement des terres ou intérêts fédéraux, ou en transfère le contrôle ou les intérêts à une province, en vue de la mise en œuvre du projet, en tout ou en partie;
- lorsqu'elle délivre un permis ou une licence, donne toute autorisation ou prend toute mesure en vue de permettre la mise en œuvre du projet en tout ou en partie.

Les administrations portuaires constituées en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la marine marchande du Canada* sont également tenues d'effectuer l'évaluation environnementale d'un projet dans les trois premières situations qui précèdent.

La Loi prévoit quatre niveaux d'évaluation :

- examen préalable (y compris examen préalable type);
- étude approfondie;
- médiation;
- examen par une commission.

Depuis son adoption, la Loi prescrit la tenue d'un registre public sur toutes les évaluations, « afin de faciliter l'accès du public aux documents relatifs aux évaluations environnementales »<sup>1</sup>. Ce registre public doit être « maintenu de façon à en assurer l'accès facile au public »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> LCEE, paragraphe 55(1)

<sup>2</sup> LCEE, paragraphe 55(2)

Le 30 octobre 2003, une série de modifications à la Loi entrait en vigueur. Le registre public était remplacé par le « Registre canadien d'évaluation environnementale », et l'on créait un site Internet du Registre. [Dans le présent rapport, ce dernier est désigné comme « Site Internet du registre canadien d'évaluation environnementale » (SIRCEE), ou simplement, le « site Internet ».]

Les types de documents à rendre accessibles sur le site Internet sont définis dans la Loi modifiée, de même que les parties responsables de leur publication. La Loi modifiée, en plus de prévoir l'accès aux évaluations environnementales, prescrit également « de notifier celles-ci en temps opportun ».<sup>1</sup>

Le registre public sur papier était constitué de « dossiers de projet » et devait englober tous les documents relatifs à l'évaluation, y compris ceux publiés sur le site Internet.

La Loi modifiée exige des autorités responsables (les autorités fédérales responsables de veiller à l'exécution d'une évaluation environnementale), des administrations portuaires et, dans certaines situations prescrites, de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence), qu'elles publient certains documents sur le site Internet. De plus, elle charge l'Agence des activités d'exploitation et de maintien du site Internet au nom de toutes les parties qui y publient des documents, et de l'établissement des règles d'exploitation du site.

En vertu de la Loi modifiée, il est également prescrit que l'Agence « établit et dirige un programme d'assurance de la qualité pour les évaluations effectuées sous le régime de la présente loi »<sup>3</sup>. Le présent rapport constitue la publication initiale de ce programme.

## **1.2 Objet du rapport**

Depuis la sanction accordée aux modifications à la Loi le 30 octobre 2003, les ministères et organismes du gouvernement fédéral et les administrations portuaires publient sur le site Internet de l'information sur les examens préalables qu'ils effectuent. Pour les années civiles 2004-2006, on a publié des *Avis de lancement* pour 18 056 examens préalables, ce qui représente plus de 99 % de l'ensemble des évaluations environnementales réalisées en vertu de la Loi pendant les années en question.

Bien qu'il s'effectue un très grand nombre d'examens préalables, nous ne possédons qu'une connaissance fragmentée et en grande partie anecdotique de ce type de mécanisme environnemental. Chaque ministère et organisme du gouvernement fédéral et chaque administration portuaire administrent son propre programme d'examen préalable. De plus, la plupart des examens préalables sont exécutés en soutien d'une fonction interne de diligence raisonnable des organismes en cause en matière d'environnement. Seulement une faible proportion des examens préalables porte sur des enjeux environnementaux

---

<sup>3</sup> LCEE, alinéa 63(1)d)

susceptibles d'attirer l'attention du public. La création du site Internet a rendu l'information sur les examens préalables plus accessible et mieux adaptée à une étude systématique.

Compte tenu du nombre important d'examens préalables et des coûts engagés à leur égard par les secteurs tant public que privé, il est important d'arriver à comprendre globalement comment fonctionne actuellement le processus fédéral d'examens préalables, et d'établir s'il atteint ses objectifs avec efficacité et efficience. Il importe également d'établir une référence à jour à partir de laquelle on pourra formuler des priorités d'amélioration et mesurer le degré de réussite des initiatives d'amélioration.

Ce premier rapport du programme d'assurance de la qualité, relevant de l'Agence et visant l'ensemble du gouvernement, part des données du site Internet pour dresser le premier portrait à ce jour de l'ensemble du programme d'examens préalables en vertu de la Loi. Le rapport vise à cerner précisément des éléments du programme pouvant justifier un examen plus attentif, pour d'éventuelles améliorations. De telles améliorations pourraient s'inscrire dans le cadre législatif et réglementaire établi, ou exiger des modifications à ce cadre.

Ce rapport s'adresse principalement aux gestionnaires et au personnel de l'Agence, des autorités fédérales et des administrations portuaires, qui s'acquittent tous de certaines fonctions relatives aux examens préalables en vertu de la Loi. L'objectif consiste à leur présenter de l'information sur les examens préalables susceptible d'alimenter leur réflexion sur de futures priorités, décisions et mesures en vue d'améliorer les examens préalables et les fonctions connexes du site Internet. Chacune des entités mentionnées est responsable de la gestion de son propre secteur d'activité, et établit ses priorités et applique ses propres mesures, dans les limites des ressources humaines et financières disponibles. Il n'était pas dans l'intention du présent rapport de recommander des priorités ou des mesures particulières.

Le deuxième public important visé par ce rapport englobe les intervenants touchés directement par le processus d'évaluation environnementale, les milieux universitaires, les avocats et les législateurs, les experts-conseils et autres membres du public canadien intéressés par l'évaluation environnementale en particulier, ou les enjeux plus généraux de l'environnement et du développement durable. Ce public est intéressé par l'efficacité des processus d'évaluation environnementale tels qu'ils se déroulent dans le contexte législatif actuel, ainsi que par l'amélioration à long terme de ce contexte législatif.

### **1.3 Structure du rapport**

Le chapitre 2 (Contexte de l'examen préalable et du site Internet) explique les éléments complexes qui entrent en jeu lorsque l'on entreprend un examen préalable en vertu de la Loi, ainsi que la satisfaction des exigences connexes de la Loi relativement au site Internet. L'information se veut détaillée et complète.

Les personnes qui connaissent moins bien la Loi et le site Internet auraient avantage à lire attentivement ce chapitre afin de bien comprendre les chapitres suivants. Les personnes bien au fait de ces questions peuvent lire le chapitre de manière plus sélective, ou s'y référer au besoin.

Le chapitre 3 (Approche et méthodes) explique l'approche et les méthodes employées pour la réalisation des trois volets de l'étude, soit la nature des projets assujettis à un examen préalable en vertu de la Loi, la nature du processus d'examen préalable, et la qualité du service offert par le site Internet.

Le chapitre 4 (Constatations) est l'élément central du rapport. Il présente les résultats de l'étude, sous forme quantitative dans toute la mesure du possible.

Le chapitre 5 (Mesures à ce jour pour améliorer la qualité des examens préalables) décrit des initiatives de l'Agence et d'autres ministères et organismes fédéraux en vue de rehausser la qualité et l'uniformité de la conduite des examens préalables.

Le chapitre 6 (Discussion) souligne les principales constatations, leurs liens réciproques et leur incidence éventuelle.

## **2 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LES EXAMENS PRÉALABLES ET LE SITE INTERNET**

### ***2.1 Exigences pour les examens préalables***

Les examens préalables sont la forme d'évaluation environnementale la plus simple et la plus discrétionnaire réalisée en application de la Loi. En dépit de leur nom, ce sont de véritables évaluations environnementales qui doivent étudier les effets environnementaux négatifs des projets, quant à leur nature et à leur importance, et les mesures qui peuvent permettre d'atténuer les effets importants.

C'est l'autorité responsable qui est chargée de veiller à ce que l'examen préalable soit réalisé et à ce qu'un rapport d'examen préalable soit préparé. Aux termes de l'article 20, l'autorité responsable, après avoir pris en compte le rapport d'examen préalable et les observations reçues aux termes du paragraphe 18(3) de la Loi, décide si elle doit ou non « exercer ses attributions afin de permettre la mise en œuvre du projet en tout ou en partie. » Elle peut aussi s'adresser au ministre (de l'environnement) pour que le projet soit soumis à la médiation ou à une commission d'examen.

Au cours de la mise en œuvre du projet, l'autorité responsable doit veiller à l'application de toutes les mesures d'atténuation qui ont été prises en compte dans sa décision. En outre, si elle juge indiqué dans les circonstances qu'un programme de suivi soit réalisé, elle doit en concevoir un et veiller à sa mise en œuvre.

L'autorité responsable exerce un pouvoir de discrétion large dans l'exercice de ses fonctions aux termes de la Loi. Elle détermine la portée du projet à évaluer ainsi que les éléments à prendre en compte dans l'examen préalable et la portée de ces éléments. Elle détermine si la participation du public à l'examen préalable [paragraphe 18(3)] ou un programme de suivi [paragraphe 38(1)] est indiquée dans les circonstances.

Au cours de l'examen préalable, il incombe à l'autorité responsable de tenir un registre public, nommé le Registre canadien d'évaluation environnementale, qui comporte un volet de « dossiers de projet » et un volet « site Internet ».

Le site Internet, qui découle de modifications apportées à la Loi promulguée en 2003, a introduit dans les examens préalables un élément de transparence qui faisait défaut auparavant. Il a en outre ajouté un certain nombre d'exigences en matière de conformité qui étaient aussi absentes. Le site constitue une nouvelle source riche en renseignement au sujet des examens préalables qui peut être mise à profit pour élargir les connaissances globales sur le fonctionnement des examens préalables.

Pour comprendre toutes ces possibilités, il est nécessaire d'examiner d'abord



attentivement le fonctionnement actuel du site Internet, qui, à plusieurs égards, correspond à celui de la Loi.

## **2.2 Le site Internet**

### **2.2.1 Caractéristiques importantes**

Le site Internet est un système permettant d'entrer et d'afficher publiquement des informations importantes sur les évaluations environnementales réalisées en application de la loi. L'information peut être entrée sur un ordinateur offrant un accès Internet par un fonctionnaire d'un ministère ou d'un organisme fédéral, ou par un employé d'une société d'État fédérale ou d'une administration portuaire établie sur une terre domaniale. Le public peut avoir accès aux produits du système via le site Web de l'Agence. Certaines des principales caractéristiques de site Internet sont décrites ci-dessous.

#### *Numéro d'identification unique pour chaque évaluation*

Chaque évaluation sur le site Internet porte un numéro d'identification unique, et tous les documents appartenant à cette évaluation sont regroupés sous ce numéro.

#### *Entrée de données répartie*

Le site Internet est conçu spécialement pour des entrées de données décentralisées. Toute personne qui a reçu un compte d'utilisateur peut entrer des renseignements à partir de n'importe quel endroit sur la terre où l'accès à Internet est offert. Jusqu'ici, plus de 800 comptes d'utilisateur ont été établis.

#### *Renseignements entrés sous forme de texte ou sélectionnés à partir d'un éventail d'options fixes*

Certains renseignements (titre du projet, description du projet, portée du projet) peuvent être entrés sous forme de texte seulement. Cependant, on fait le plus grand usage possible de mécanismes comme des boutons d'options, des cases à cocher, des listes de sélection et des menus déroulants pour entrer les données. Cela simplifie l'entrée des données, normalise les produits et minimise les besoins constants de traduction. Les renseignements discrets entrés de la façon indiquée ci-dessous sont dans de nombreux cas convertis par le système dans un texte suivi pour rendre plus lisibles les avis affichés sur le site Internet.

#### *Assurance de la qualité répartie*

Les personnes possédant des comptes d'utilisateur peuvent entrer et réviser les renseignements provisoires pour qu'ils puissent être affichés. Il n'y a pas de système centralisé qui permet de vérifier la qualité du contenu des documents avant qu'ils puissent être diffusés sur le site Internet. L'établissement de procédures d'assurance de la qualité préalable à la publication est entièrement à la discrétion des personnes et des organisations qui affichent des documents sur le site Internet. Jusqu'ici, aucune étude systématique n'a été effectuée pour déterminer la nature et le nombre de ces procédures.

### Règles opérationnelles

Le site Internet incorpore un nombre limité de « règles opérationnelles » qui imposent automatiquement certaines exigences sur la manière et le moment indiqués pour l'entrée des renseignements. Par exemple, lorsque l'information doit être entrée dans des zones textes dans l'une des langues officielles du Canada, le système vérifie automatiquement si un nombre minimum prescrit de caractères a été entré dans la zone texte correspondante de l'autre langue officielle. Le système ne permet pas que l'information soit accessible tant qu'il n'est pas conforme aux règles opérationnelles. D'autres règles opérationnelles peuvent porter sur l'ordre ou sur le moment de l'affichage des principaux avis.

Certaines règles opérationnelles ont été incorporées dans le site Internet lorsqu'il a été inauguré en 2003. Depuis, des règles opérationnelles ont été ajoutées et d'autres ont été modifiées grâce à l'expérience acquise dans l'exploitation du site Internet.

### Vaste gamme de procédures administratives

Pour s'acquitter de leurs obligations de verser les renseignements sur le site Internet, les autorités responsables utilisent diverses procédures administratives.

Pêches et Océans Canada exploite depuis plusieurs années un système centralisé de suivi des projets. Ce système a été adapté pour traiter les renseignements requis pour le site Internet. Le Ministère collabore avec l'Agence à la création d'une interface « interentreprises » qui permet de transférer de manière continue au site Internet, dans le format requis, certains renseignements saisis dans le système ministériel.

La majorité des autorités responsables entre l'information directement dans le système établi pour le site Internet. Les tâches associées au site Internet peuvent être gérées par l'agent de l'évaluation environnementale responsable de l'examen préalable ou par un autre employé désigné au sein de l'organisation de l'autorité responsable. Selon l'organisation, ces tâches peuvent être organisées et gérées à l'échelle locale, régionale ou nationale.

Les personnes ressources indiquées sur les documents et les avis affichés sur le site Internet illustrent en général par qui les tâches liées aux responsabilités du site Internet sont gérées dans chaque organisation. Il peut s'agir d'un agent de l'évaluation environnementale responsable de l'examen préalable, d'un commis ou d'une personne de l'administration, d'un superviseur, d'un gestionnaire de l'information ou encore d'un gestionnaire de programme au niveau local, régional ou national.

## **2.2.2 Exigences du site Internet particulières aux examens préalables**

L'article 55.1 (1) de la Loi énumère les renseignements suivants, qui sont pertinents aux examens préalables et qui doivent être versés au site Internet :

- dans les quatorze jours suivant le début de l'évaluation environnementale, avis du lancement de l'évaluation, sauf si l'autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);
- la description de la portée, déterminée au titre de l'article 15, du projet à l'égard duquel l'évaluation environnementale doit être effectuée;
- avis de la décision de l'autorité responsable de mettre fin à l'évaluation environnementale au titre de l'article 26 (s'il y a lieu);
- avis de la décision du ministre de mettre fin à l'évaluation environnementale au titre de l'article 27 (s'il y a lieu);
- avis public lancé par l'autorité responsable... sollicitant la participation du public à l'évaluation environnementale (s'il y a lieu);
- dans le cas où l'autorité responsable donne, au titre du paragraphe 18(3) la possibilité au public de participer à l'examen préalable..., une description des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon d'obtenir copie de cette description;
- le rapport d'examen préalable... sur lequel se fonde la décision de l'autorité responsable au titre des articles 20... – ou une indication de la façon d'en obtenir copie –, sauf si l'autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);
- sauf si l'autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6), la décision prise par celle-ci en application des articles 20... relativement aux effets environnementaux du projet et la mention des mesures d'atténuation dont elle a tenu compte dans le cadre de sa décision;
- avis indiquant si, au terme de l'examen visé au paragraphe 38(1), le programme de suivi est jugé opportun;
- la description sommaire du programme de suivi et de ses résultats ou une indication de la façon d'obtenir copie de la description complète du programme et de ses résultats.

Outre les renseignements susmentionnés, l'autorité responsable peut, à sa discrétion, verser au site Internet tout autre renseignement qu'elle juge indiqué, y compris les listes des documents disponibles.

Plusieurs avis types ont été élaborés pour répondre aux diverses exigences de la Loi qui ont trait au site Internet. Dans certains cas, un simple avis peut répondre à plusieurs obligations légales différentes. Les avis qui sont pertinents aux examens préalables sont décrits ci-dessous.



### Avis de lancement (AL)

L'*Avis de lancement* (**Figure 1**) est la première indication au public qu'une évaluation environnementale d'un projet est en cours.

Les renseignements fournis dans cet avis comprennent :

- le titre du projet
- l'emplacement du projet
- la date d'affichage de l'avis
- l'autorité responsable (ou les autorités responsables)
- la date du début de l'examen préalable
- la description du projet, y compris la portée du projet faisant l'objet de l'examen préalable
- le type de projet (travaux pertinents à un ouvrage physique; activités physiques)
- les descripteurs généraux du projet, et les numéros de dossiers ministériels (fournis dans un sous-écran lié)
- les attributions qu'exercera chaque autorité responsable (déclencheurs de l'examen préalable)
- les autres instances évaluant le même projet (s'il y a lieu)
- les renseignements sur les personnes ressources
- numéro des références du site Internet

Sauf la date de l'affichage, qui est entrée automatiquement par le système, tous les renseignements ci-dessus sont entrés par les autorités responsables.

L'*Avis de lancement* peut être modifié une ou plusieurs fois pour incorporer de nouveaux renseignements pertinents ou pour corriger des erreurs. Le système affiche alors automatiquement la version actuelle de l'avis, mais il fournit aussi des liens datés des versions antérieures.

**AVIS DE LANCEMENT**  
*d'une évaluation environnementale*

**Réfection du barrage Laniel**

Laniel, Barrage de (QC)

**Le 4 février 2004** -- Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et Pêches et Océans Canada mèneront un examen préalable débutant le 30 janvier 2004 du projet : Réfection du barrage Laniel.

Réfection de l'évacuateur et remplacement de la digue en remblai.

Aux termes de l'article 5 de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, on exige une EE pour ce projet parce que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est le promoteur du projet et Pêches et Océans Canada pourrait accorder un permis ou une autorisation en vertu du paragraphe 35(2) de la *Loi sur les pêches*.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada agira à titre de Coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale pour cette évaluation environnementale.

**Pour plus de renseignements sur cette évaluation  
environnementale, veuillez communiquer avec :**

Tamara Taub  
Agent principal d'évaluation environnementale  
380 Hunt Club Road  
Ottawa ON K1A 0S5  
Téléphone: (613) 993-5908  
Télécopieur: (613) 993-6614  
Courriel: [tamara.taub@pwgsc.gc.ca](mailto:tamara.taub@pwgsc.gc.ca)

et référer au numéro du RCEE **04-01-940**

**Figure 1. Avis de lancement**

**Avis de portée des éléments**

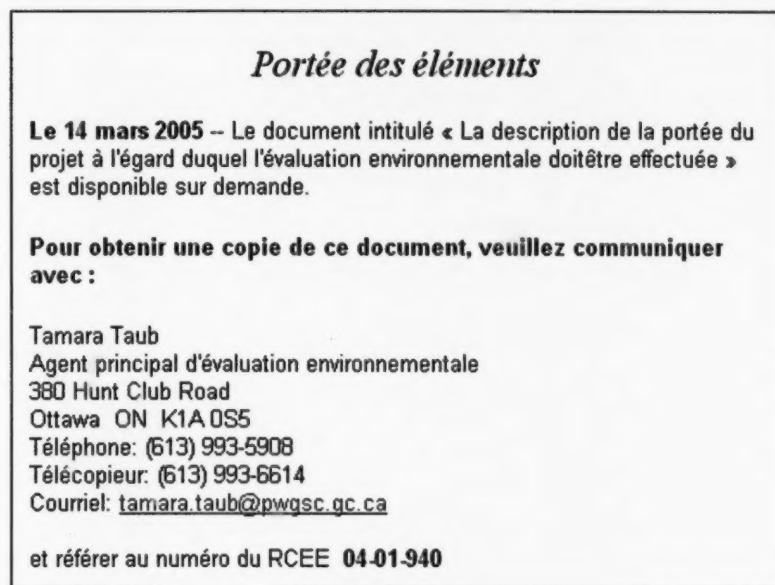
L'alinéa 18(3)a) de la Loi oblige les autorités responsables à prendre certaines mesures comprenant l'affichage de documents additionnels sur le site Internet dans les cas où « elle estime que la participation du public à l'examen préalable est indiquée<sup>4</sup> ». L'une de ses mesures veut que l'autorité responsable « verse au site Internet, avant de donner au public la possibilité d'examiner le rapport d'examen préalable et de faire des observations à son égard, une description de la portée du projet, des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'examen

---

<sup>4</sup> LCEE, paragraphe 18(3)

préalable et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon d'obtenir copie de cette description ». <sup>5</sup>

Étant donné que l'*Avis de lancement* fournit déjà une description de la portée du projet, l'obligation restante concerne « les éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale et de la portée de ceux-ci ». <sup>6</sup> On répond à ces obligations en affichant un avis du genre illustré à la **Figure 2**.



**Figure 2. Avis de portée des éléments**

#### *Avis concernant la participation du public*

Dans les cas où l'autorité responsable « estime que la participation du public à l'examen préalable est indiquée », la Loi exige que, à tout le moins, « avant de prendre sa décision aux termes de l'article 20, donne au public la possibilité d'examiner le rapport d'examen préalable et tout document relatif au projet et de faire ses observations à leur égard et un avis suffisant de cette possibilité <sup>7</sup> ». En outre, la Loi exige aussi que soient versés au site Internet tous les avis publics qui sont émis par les autorités responsables afin de solliciter la contribution du public à une évaluation environnementale.

La **Figure 3** donne un exemple typique d'un *Avis concernant la participation du public*.

<sup>5</sup> LCEE, alinéa 18(3)a)

<sup>6</sup> LCEE, alinéa 20(4)c)


<sup>7</sup> LCEE, alinéa 18(3)b)

Pour des raisons pratiques, des liens rapides aux examens préalables auxquels le public est invité à participer sont aussi fournis sur la page d'accueil du site Internet.

***Avis concernant la participation du public***

**Le 11 mars 2005** – Le document intitulé « Demande relative à la participation du public à l'évaluation environnementale » est disponible. Veuillez noter que la période de consultation est maintenant terminée.

Il est possible de voir le document en cliquant sur le lien ci-dessous



---

Vous aurez besoin d'un lecteur Adobe Acrobat pour visionner des fichiers au Registre canadien d'évaluation environnementale. Si vous ne vous servez pas d'un lecteur Adobe Acrobat, vous pouvez faire convertir le fichier en format texte HTML ou ASCII en utilisant l'un des outils offerts par Adobe.

Si vous éprouvez des difficultés, n'hésitez pas à communiquer avec l'Agence canadienne d'évaluation environnementale au : [RCEE.CEAR@acee-ceaa.gc.ca](mailto:RCEE.CEAR@acee-ceaa.gc.ca) et nous vous fournirons le document en question dans un autre format.

---

**Pour de plus amples renseignements sur ce document, veuillez communiquer avec :**

Tamara Taub  
Agent principal d'évaluation environnementale  
380 Hunt Club Road  
Ottawa ON K1A 0S5  
Téléphone: (613) 993-5908  
Télécopieur: (613) 993-6614  
Courriel: [tamara.taub@pwgsc.gc.ca](mailto:tamara.taub@pwgsc.gc.ca)  
et référer au numéro du RCEE **04-01-940**

**Figure 3. Avis concernant la participation du public**

**Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale**

Les autorités responsables sont tenues d'afficher sur Internet soit le rapport d'examen préalable même, soit la description de la façon dont on peut obtenir une copie du rapport. Cela doit être fait avant que l'autorité responsable affiche l'*Avis de décision* décrit plus bas. Dans de rares cas, les autorités responsables fournissent le rapport d'examen préalable sous forme électronique sur le site Internet du registre, mais dans plus de 99 % des cas elles affichent une description de la façon dont on peut obtenir une copie du rapport. La Figure 4 est un exemple typique d'un avis servant à cette fin.

### *Rapport d'évaluation environnementale*

**Le 7 octobre 2005** -- Le document intitulé « Rapport d'évaluation environnementale » est disponible sur demande.

**Pour obtenir une copie de ce document, veuillez communiquer avec :**

Kim Turnbull  
Agente de l'environnement  
TPSGC  
380, rue Hunt Club  
Ottawa ON K1A 0S5  
Téléphone: (613) 993-5963  
Télécopieur: (613) 993-6614  
Courriel: [kim.turnbull@pwgsc.gc.ca](mailto:kim.turnbull@pwgsc.gc.ca)

et référer au numéro du RCEE **04-01-940**

**Figure 4. Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale**

#### Avis de décision (ADD)

Après avoir pris une décision relativement à l'article 20, l'autorité responsable est tenue d'afficher sur le registre Internet sa décision « et la mention des mesures d'atténuation dont elle a tenu compte dans le cadre de sa décision<sup>8</sup> ». La Loi exige aussi d'afficher un avis indiquant s'il y a lieu de mener un programme de suivi. Ces diverses exigences de la Loi sont toutes prises en compte dans l'*Avis de décision*, dont on trouve un exemple typique à la **Figure 5**.

---

<sup>8</sup> LCEE, aliéa 55.1(2)r)

## *DÉCISION*

**Le 9 février 2006** – Pêches et Océans Canada, Transports Canada et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ont complété un examen préalable du projet intitulé Réfection du barrage Laniel et le 9 février 2006 ont décidé de prendre la mesure suivante. L'autorité peut exercer ses attributions à l'égard du projet puisqu'après avoir tenu compte du rapport d'examen préalable et des observations reçues du public, elle estime que la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants.

Tel que décrit dans le rapport d'évaluation environnementale, des mesures d'atténuation pour ce projet sont exigées en vue d'aborder

- la qualité de l'air
- la qualité des eaux
- l'hydrométrie
- la sédimentation
- la qualité du sol
- la végétation
- le niveau de bruit
- les oiseaux et leur habitat
- les poissons et leur habitat
- la structure, site ou objet d'importance historique, archéologique, paléontologique ou architecturale
- les impacts socio-économiques

Un programme de suivi a été implémenté pour vérifier l'exactitude des effets environnementaux du projet et/ou juger de l'efficacité des mesures d'atténuation des effets environnementaux négatifs du projet et pour les raisons suivantes :

- Région écologiquement sensible/Composantes valorisées de l'environnement (CVÉ)
- Préoccupations du public
- Techniques et technologies nouvelles ou non éprouvées

Ce programme débutera approximativement le 1 mai 2007 et se continuera jusqu'au 1 novembre 2012.

Pour de plus amples renseignements ou comment obtenir la description sommaire du programme de suivi et de ses résultats, veuillez communiquer avec :

Kim Turnbull  
Agente de l'environnement  
TPSGC  
380, rue Hunt Club  
Ottawa ON K1A 0S5  
Téléphone: (613) 993-5963  
Télécopieur: (613) 993-6614  
Courriel: [kim.turnbull@pwgsc.gc.ca](mailto:kim.turnbull@pwgsc.gc.ca)

et référer au numéro du RCEE 04-01-940

**Figure 5. Avis de décision**

L'*Avis de décision* renferme les renseignements suivants :

- la date d'affichage
- l'autorité responsable (ou les autorités responsables)
- le titre du projet
- la date de la décision relative à l'article 20
- si les autorités responsables sont d'avis que le projet est susceptible de causer des effets environnementaux négatifs importants
- si les observations du public ont été examinées lors de la prise de décision
- les composantes environnementales visées par les mesures d'atténuation qui ont été prises en compte lors de la prise de décision
- si un programme de suivi du projet est jugé indiqué
- la raison d'être d'un programme de suivi
- les dates prévues de commencement et d'achèvement du programme de suivi
- les personnes ressources

Dans le cas des examens préalables qui ne comportent pas de programme de suivi, et qui constituent la grande majorité des examens préalables, l'*Avis de décision* est une étape clé. Lorsque l'*Avis de décision* de ces examens préalables est affiché, l'examen préalable est classé comme « achevé » sur le site Internet. La Loi ne précise pas toutefois de délai limite pour l'affichage de l'*Avis de décision*, et l'examen préalable demeurera classé comme « actif » sur le site Internet jusqu'à ce que l'*Avis de décision* soit affiché.

Si l'*Avis de décision* indique qu'un programme de suivi est jugé approprié, le site Internet continuera de classer l'examen préalable comme étant « actif » jusqu'à la date de parachèvement du programme de suivi indiquée sur l'*Avis*. Une fois arrivé à cette date, l'examen préalable sera automatiquement classé comme « achevé », que le programme de suivi soit ou non véritablement parachevé.

#### Avis de programme de suivi

Si l'*Avis de décision* indique qu'un programme de suivi doit être mis en œuvre, l'autorité responsable est tenue de verser au site Internet « la description sommaire du programme de suivi et de ses résultats ou une indication de la façon d'obtenir copie de la description complète du programme et de ses résultats »<sup>9</sup>. La Loi ne précise ni la manière ni le moment de prendre cette mesure. L'avis type de programme de suivi élaboré pour donner suite à la disposition susmentionnée de la Loi est présenté à la Figure 6.

---

<sup>9</sup> LCEE, alinéa 55.1(2)t)



### *Programme de suivi*

**Le 9 février 2006** – Le document intitulé « Information sur le programme de suivi (Dossier MPO 9545-100-35-025) » est disponible sur demande.

**Pour obtenir une copie de ce document, veuillez communiquer avec :**

Kim Turnbull  
Agente de l'environnement  
TPSGC  
380, rue Hunt Club  
Ottawa ON K1A 0S5  
Téléphone: (613) 993-5963  
Télécopieur: (613) 993-6614  
Courriel: [kim.turnbull@pwgsc.gc.ca](mailto:kim.turnbull@pwgsc.gc.ca)

et référer au numéro du RCEE **04-01-940**

**Figure 6. Avis de programme de suivi**

Il semble y avoir divers moyens de remplir les obligations de la Loi relativement à l'utilisation de cet avis. Par exemple, l'autorité responsable pourrait d'abord verser un *Avis de programme de suivi* en ce qui concerne la conception du programme, puis verser ensuite un ou plusieurs avis additionnels de programme de suivi en ce qui concerne les résultats du programme. L'autorité responsable pourrait aussi attendre que le programme de suivi soit parachevé avant d'afficher un seul *Avis de programme de suivi* concernant tant la conception que les résultats du programme.

Comme mentionné plus haut, un examen préalable comportant un programme de suivi est classé sur le site Internet comme étant « actif » jusqu'à la date d'achèvement du programme de suivi indiquée sur l'*Avis de décision*. Le temps que ces examens préalables demeurent « actifs » n'a aucun lien avec le temps qu'il faut pour arriver à une décision relativement à l'article 20.

#### *Avis d'arrêt*

L'autorité responsable peut à tout moment mettre fin à l'examen préalable si elle « décide de ne pas exercer les attributions »<sup>10</sup> qui obligerait la tenue d'un examen préalable. Cette décision peut découler, par exemple, de l'annulation d'un programme d'aide financière qui rend désuet le besoin d'une évaluation. Dans ces cas, l'autorité responsable est tenue d'afficher un *Avis d'arrêt* sur le site Internet. L'*Avis d'arrêt* type est présenté à la **Figure 7**.

---

<sup>10</sup> LCEE, article 26.



### *Avis d'arrêt*

**Le 18 mai 2004** – Diversification de l'économie de l'Ouest Canada a mis fin à l'évaluation environnementale parce que, conformément à l'article 5 de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, la décision a été prise de n'exercer aucune attribution ou de remplir aucune obligation dans le cadre du projet.

**Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :**

La Diversification Economique de l'ouest - la Région de Alberta  
La Diversification Economique de l'ouest  
Suite 1500  
9700 Jasper Ave  
Edmonton AB T5J 4H7  
Téléphone: (780) 422-1151  
Courriel: [abinfrastructure@wd.gc.ca](mailto:abinfrastructure@wd.gc.ca)

et référer au numéro du RCEE **04-01-2290**

**Figure 7. Avis d'arrêt**

### *Avis d'annulation*

L'Agence a aussi élaboré un *Avis d'annulation* (Figure 8). Bien que cet avis ne soit pas exigé par la Loi, il sert un but administratif utile, soit celui d'indiquer pourquoi un *Avis de lancement*, qui n'aurait pas dû être affiché sur le site Internet, a maintenant été supprimé.

### *Avis d'annulation*

**Le 9 août 2005** – Agriculture et Agroalimentaire Canada a annulé l'évaluation environnementale le 9 août 2005 parce que la portée du projet a été déterminée dans le cadre d'un projet de plus grande envergure.

**Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :**

Céline Leibel  
Spécialiste de l'environnement  
Agriculture et Agroalimentaire Canada  
138, 4 Avenue SE, Pièce 600  
Calgary AB T2G 4Z6  
Téléphone: (403) 292-4969  
Télécopieur: (403) 292-5659  
Courriel: [leibelc@agr.gc.ca](mailto:leibelc@agr.gc.ca)

et référer au numéro du RCEE **05-01-12137**

**Figure 8. Avis d'annulation**

### Affichage d'autres renseignements

L'autorité responsable peut, à sa seule discrétion et sans limite, verser au site Internet tout autre renseignement qui facilitera la tenue de l'examen préalable.

### **2.2.3 Procédures d'entrée des données**

L'information sur le site Internet est entrée à partir de centaines de lieux via une interface Internet. Les mécanismes d'entrée simplifient, dans la mesure du possible, les procédures de respect des obligations de la Loi concernant l'affichage de l'information sur le site Internet. Les principales caractéristiques d'une interface d'entrée sont les suivantes :

- Des zones texte pour l'entrée des textes de format libre. Ces zones sont exigées pour les renseignements propres à chaque évaluation, comme le titre du projet, la description du projet et la portée du projet. Ces renseignements doivent être fournis dans les deux langues officielles.
- Des dispositifs comme des boutons d'options, des cases à cocher (**Figure 9**) et des menus déroulants (**Figure 10**) pour la sélection d'une gamme d'options normalisées et utilisées fréquemment (p. ex. descripteur général du projet, autorité responsable, releveurs de coordonnées géographiques du projet). Les sélections peuvent être faites dans l'une ou l'autre des langues officielles, et les produits sont automatiquement présentés dans les deux langues officielles.

Descripteur de projet/Modifier l'entrée

Appuyer sur ? pour de l'aide

Liste des descripteurs de projet (sélectionner une ou deux options de la liste):	
<b>Gestion de l'environnement</b>	
Aménagement des eaux ?	<input type="checkbox"/>
Déchets dangereux (sans les déchets nucléaires) ?	<input type="checkbox"/>
Déchets solides ?	<input type="checkbox"/>
Détérioration de la flore, la faune et du sol ?	<input type="checkbox"/>
Drainage, remblayage, récupération et élimination de matériaux extraits ?	<input type="checkbox"/>
Mesure corrective des terrain contaminé ?	<input type="checkbox"/>
Surveillance et recherche scientifique ?	<input type="checkbox"/>
<b>Infrastructure</b>	
Aéroports et terrains d'aviation ?	<input type="checkbox"/>
Autoroutes et routes ?	<input type="checkbox"/>
Barrages, déversoirs et réservoirs ?	<input type="checkbox"/>
Communications et radar ?	<input type="checkbox"/>

**Figure 9. Exemple d'écran d'entrée qui utilise des cases à cocher**

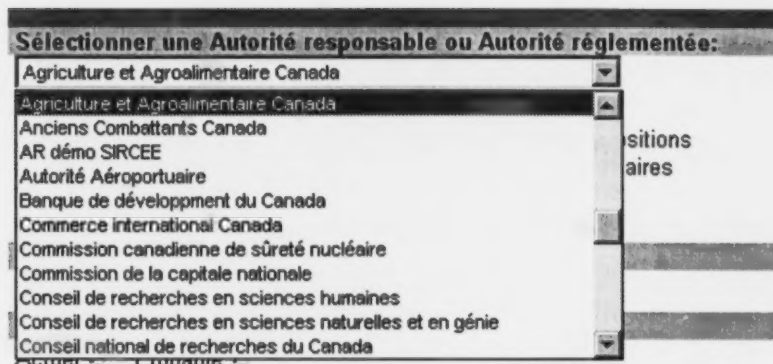


Figure 10. Exemple d'un écran d'entrée qui utilise un menu déroulant

Sur certains écrans de saisie, un menu déroulant peut comprendre un élément de valeur par défaut qui peut être remplacé par la saisie active de renseignements plus appropriés. C'est le cas pour l'entrée de certaines dates et de certains noms de document, par exemple les écrans pour entrer la date de lancement de l'examen préalable indiquée sur l'*Avis de lancement*; pour entrer la date de la décision relative à l'article 20 sur l'*Avis de décision* et pour entrer le nom du rapport d'examen préalable sur l'*Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale*. Lorsque le système utilise une date par défaut, on ne peut savoir si la personne qui entre les données a décidé de façon consciente que la date par défaut était exacte. [Note : Le 21 février 2006, des changements au système ont été mis en place afin d'éliminer des dates par défaut dans les champs de date.]

Le système utilise une fonction de langage automatisé qui permet de convertir plusieurs des entrées discrètes dans un texte suivi plus convivial, dans les deux langues officielles. Cette fonction offre une interface plus uniforme avec les usagers publics et minimise les coûts de traduction, mais elle comporte certains risques de produire des textes qui sont grammaticalement incorrects, sont maladroits ou portent à confusion.

Le système date automatiquement tous les avis affichés sur le site Internet au moment où ils sont rendus accessibles.

### **2.3 Résumé : Étapes de l'examen préalable et exigences connexes relativement au site Internet**

Les étapes suivantes ont lieu pour chaque examen préalable mené en application de la Loi : lancement de l'examen préalable, achèvement du rapport d'examen préalable et décision relative à l'article 20. Dans les cas où le public participe à l'examen préalable, il y a aussi, à tout le moins, l'obligation de donner au public la possibilité d'examiner et de commenter le rapport d'examen

préalable et tout document ayant trait au projet qui a été versé au registre avant de prendre une décision relativement à l'article 20 de la Loi. L'autorité responsable peut aussi donner au public d'autres occasions de participer à l'examen préalable.

Au cours de la mise en œuvre du projet, les autorités responsables doivent veiller à la mise en application des mesures d'atténuation dont elles ont tenues compte dans leur décision relative à l'article 20. En outre, si elles ont déterminé le besoin d'un programme de suivi, elles doivent en concevoir un et veiller à sa mise en application.

Les exigences minimales suivantes, liées à l'affichage sur le site Internet, s'appliquent à tous les examens préalables qui n'occasionnent pas la participation du public relative au paragraphe 18(3) :

- L'*Avis de lancement*, dans les 14 jours après le commencement de l'examen préalable
- La décision relative à l'article 20, au plus tôt le 15<sup>e</sup> jour après l'affichage de l'*Avis de lancement*
- L'*Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale*, au plus tard à la date d'affichage de l'*Avis de décision*
- L'*Avis de décision* doit être affiché (pas de délai maximal)

Les exigences minimales suivantes, concernant l'affichage sur le site Internet, s'appliquent à tous les examens préalables qui occasionnent la participation du public relative au paragraphe 18(3) :

- L'*Avis de lancement*, dans les 14 jours après le commencement de l'examen préalable
- À tout le moins, l'autorité responsable « avant de prendre sa décision aux termes de l'article 20, donne au public la possibilité d'examiner le rapport d'examen préalable et tout document relatif au projet et de faire ses observations à leur égard ». <sup>11</sup> Elle doit aussi donner « un avis suffisant de cette possibilité »
- Avant de donner au public la possibilité susmentionnée, l'autorité responsable doit verser au site Internet une description de la portée du projet, des éléments à prendre en compte dans l'examen préalable et de la portée de ces éléments, ou une indication de la façon d'obtenir cette description. L'*Avis de portée des éléments* sert à cette fin
- Tous les avis publics émis par les autorités responsables et sollicitant la participation du public à un examen préalable doivent être affichés sur le site Internet

---

<sup>11</sup> LCEE, alinéa 18(3)b)

- L'autorité responsable ne peut prendre une décision relative à l'article 20 avant le 15<sup>e</sup> jour suivant l'affichage de l'*Avis de portée des éléments*
- L'*Avis de décision* doit être affiché (pas de limite maximale de temps)

Si une autorité responsable décide qu'un programme de suivi est indiqué dans les circonstances<sup>12</sup>, elle doit :

- indiquer la nature et le calendrier du programme de suivi dans l'*Avis de décision*
- afficher un ou plusieurs *Avis de programme de suivi* qui fournissent soit une description sommaire du programme de suivi et de ses résultats, soit une indication de la façon d'obtenir une description complète de ce programme.

La gamme des scénarios possibles en matière d'examen préalable est illustrée à la **Figure 11**.

---

<sup>12</sup> LCEE, paragraphe 38(1)

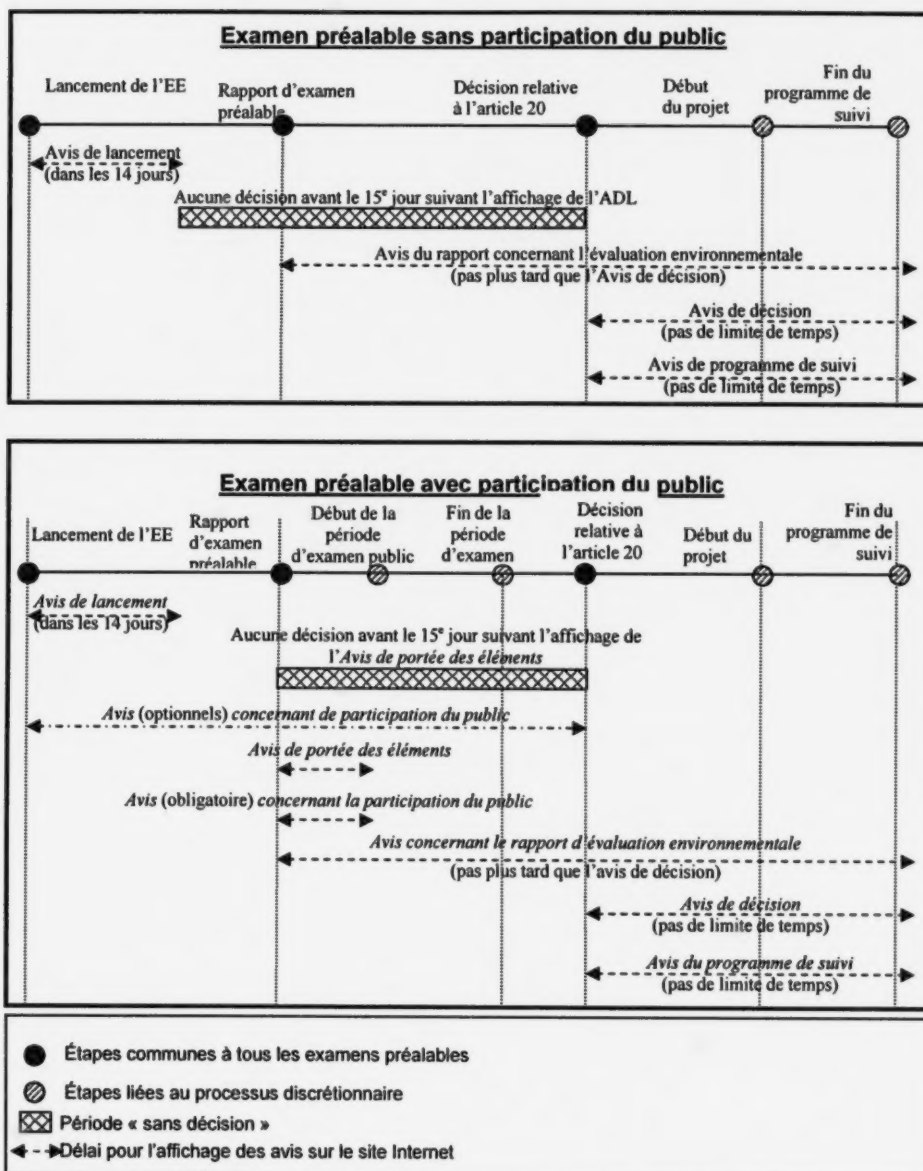


Figure 11. Étape de l'examen préalable et exigences connexes relatives au site Internet



### **3 APPROCHE ET MÉTHODES**

L'information publiquement disponible sur le site Internet a servi à traiter de trois aspects clés des examens préalables, se rapportant directement ou indirectement à leur qualité :

- la nature des projets faisant l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi;
- la nature du processus d'examen préalable;
- la qualité du service fourni par le site Internet.

#### **3.1 Nature des projets faisant l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi**

Chaque *Avis de lancement* publié sur le site Internet au cours des mois de février, mai, août et novembre 2004 a été analysé afin de dresser un portrait sur une certaine période des types de projets faisant l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi. La démarche retenue assurait la production d'un échantillon important et objectif tenant compte des variations saisonnières dans les types de projets examinés. L'échantillon englobait 2 259 *Avis de lancement*, soit environ 35 % des 6 529 *Avis de lancement* d'examen préalable publiés en 2004.

Les projets décrits dans les *Avis de lancement* ont été triés en catégories spécifiques [p. ex. puits (terrestres, de pétrole); commodités pour des petites embarcations], et les divers projets de chaque catégorie ont reçu une cote qualitative sur une échelle ascendante de un à quatre (1 à 4). Les cotes attribuées traduisaient une prévision du potentiel d'effets environnementaux négatifs ou de risques environnementaux du projet. On attribuait les cotes selon la nature, l'échelle et le caractère routinier du projet, dans la mesure où l'on pouvait établir ces facteurs à partir des titres et des descriptions des projets dans les *Avis de lancement*. En général, les projets plus susceptibles d'avoir des effets environnementaux négatifs ou de présenter des risques environnementaux faisaient l'objet d'une description plus détaillée dans les *Avis de lancement* que les projets d'une nature manifestement plus routinière.

Dans la plupart des cas, l'information était suffisante pour en arriver à une compréhension adéquate du projet, permettant de le classer dans une catégorie et de le coter. Quatre analystes se partageaient les tâches d'établissement des catégories et des cotes. Ils ont travaillé en collaboration afin d'uniformiser leur approche, et ils ont également classé en catégories et coté un sous-échantillon de projets de manière indépendante, afin de vérifier leur uniformité dans l'accomplissement de ces tâches.

#### **3.2 Nature du processus d'examen préalable**

L'information du site Internet sur 18 056 examens préalables dont l'*Avis de lancement* a été publié sur le site au cours des années civiles 2004 à 2006 a été analysée afin de décrire, à un niveau supérieur, comment fonctionne le

processus fédéral d'examen préalable depuis que la Loi a été modifiée en fin octobre 2003. Afin de faciliter l'analyse d'une quantité aussi imposante d'information, l'Agence a créé et tenu à jour une base de données distincte d'assurance de la qualité, reprenant des éléments pertinents de la base de données du *Site Internet du registre canadien d'évaluation environnementale* (SIRCEE). Cette analyse a produit un bon survol statistique d'un ensemble de paramètres, notamment :

- la ponctualité de la publication des *Avis de lancement*;
- la participation du public aux examens préalables;
- le délai offert au public avant la décision au titre de l'article 20;
- les modifications aux *Avis de lancement*;
- la ponctualité de la publication des *Avis de décision*;
- la durée du processus d'examen préalable;
- les décisions en vertu de l'article 20;
- les programmes de suivi.

Plusieurs des analyses comportaient des paramètres de temps saisis dans les champs de la base de données du site Internet, indiqués au **tableau 1**, et par la suite dans les champs correspondants de la base de données Microsoft ACCESS™ employée pour la fin de l'assurance de la qualité. Les calculs réalisés dans cette base de données figurent au **tableau 2**.

**Tableau 1. Champs de données du site Internet correspondant aux moments clés**

Titre	Description	Source
<b>Date du début de l'EE</b>	Date du début de l'examen préalable, tel qu'indiqué par l'autorité responsable	Autorité responsable
<b>Premier affichage de l'<i>Avis de lancement</i></b>	Date d'affichage de l' <i>Avis de lancement</i> original	Généré par le site Internet
<b>Affichage actuel</b>	Date d'affichage de la plus récente version de l' <i>Avis de lancement</i>	Généré par le site Internet
<b>Affichage du rapport</b>	Date d'affichage de l' <i>Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale</i>	Généré par le site Internet
<b>Date de la décision</b>	Date de la décision relative à l'examen préalable en vertu de l'article 20(1)	Autorité responsable
<b>Affichage de la décision</b>	Date d'affichage de l' <i>Avis de décision</i>	Généré par le site Internet



**Tableau 2. Calculs d'intervalle de temps fournis par la base de données Microsoft ACCESS <sup>TM</sup>**

Intervalle	Formule
Délai d'affichage entre le début de l'ÉE et l'affichage de l'Avis de lancement	DateDiff("d",[EA Start Date],[ First NOC Posting])
Délai entre le premier affichage de l'Avis de lancement et l'affichage de sa modification la plus récente	DateDiff("d",[ First NOC Posting],[ Current NOC posting])
Délai entre le premier affichage de l'Avis de lancement et l'affichage de l'Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale	DateDiff("d",[First NOC Posting],[ Report post date])
Délai entre affichage de l'Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale et l'affichage de l'Avis de décision	DateDiff("d",[Report Post date],[Decision Posting date])
Délai entre le premier affichage de l'Avis de lancement et l'affichage de l'Avis de décision	DateDiff("d",[First NOC Posting],[Decision Posting date])
Durée de l'ÉE	DateDiff("d",[EA Start Date],[Decision date])
Délai entre la décision réelle et l'affichage de l'Avis de décision	DateDiff("d",[Decision Date],[Decision posting date])
Délai entre le premier affichage de l'Avis de lancement et la décision réelle	DateDiff("d",[First NOC Posting],[Decision Date])
Délai entre la plus récente modification de l'Avis de lancement et l'affichage de l'Avis de décision	DateDiff("d",[Current NOC Posting],[Decision Posting date])
Délai entre affichage de l'Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale et la décision réelle	DateDiff("d",[Report Posting Date],[Decision Date])
Délai entre le lancement réel de l'ÉE et l'affichage de l'Avis de décision	DateDiff("d",[EA Start Date],[Decision Posting Date])

### **3.3 Qualité du service fourni par le site Internet**

Le travail décrit aux sections 3.1 et 3.2, ainsi que d'autres activités régulières du personnel d'assurance de la qualité de l'Agence, repose sur l'information publiée sur le *Site Internet du registre canadien d'évaluation environnementale* (SIRCEE). La consultation et l'analyse de cette information ont permis au personnel de constater une série de problèmes de qualité. De plus, le personnel de l'Agence chargé de la gestion du SIRCEE s'occupe de façon routinière de surveiller, d'identifier, de consigner et de documenter les problèmes de qualité. Ces diverses activités du personnel de l'Agence ont permis de cerner un éventail de problèmes d'importance variable.

#### Qualité de l'information publiée sur le site Internet

Les membres du personnel d'assurance de la qualité de l'Agence ont lu des milliers d'avis de tous types publiés sur le SIRCEE, et relevé et consigné des problèmes qui pourraient être préoccupants. On a d'abord concentré les efforts sur les enjeux qui pourraient causer des problèmes du point de vue d'un membre du public fréquentant le site.

En assurant le service à la clientèle pour des ministères et organisme fédéraux sur une période de plus de trois ans, le personnel de l'Agence chargé de la gestion du SIRCEE a relevé et documenté des problèmes de qualité, importants et mineurs, qu'il pourrait falloir éventuellement régler.

Tout au long de l'étude et maintenant encore, les membres du personnel d'assurance de la qualité et de SIRCEE ont coopéré de manière substantielle afin d'identifier les problèmes, d'en établir la priorité et de les régler.

#### Disponibilité des rapports d'examen préalable

L'Agence a choisi 820 examens préalables dans l'échantillon décrit précédemment de 2 259 examens préalables complétés pour les mois de février, mai, août et novembre 2004, afin de constituer un ensemble de référence de rapports d'examen préalable, représentatif de la diversité des types de projets, des emplacements géographiques et des autorités responsables dans l'échantillon de plus grande taille. Les demandes de rapports d'examen préalable ont été étalées sur une période d'environ neuf mois, du 4 juillet 2005 au 24 mai 2006, ce qui signifie que ces demandes de rapports ont été présentées entre 7 et 26 mois après l'achèvement des examens préalables.

Une base de données a été créée pour assurer un suivi systématique de ce processus. Les données entrées comprenaient le nom du contact, la date de la communication téléphonique initiale, les dates des communications subséquentes par téléphone et courriel, la date de réception du rapport d'examen préalable, et les notes pertinentes.

Cette base de données a été créée à des fins purement administratives, et non pour étudier d'éventuels problèmes d'obtention de rapports d'examen préalable. L'on a néanmoins décidé qu'il était justifié d'analyser ces données, au cas où elles permettraient de tirer des conclusions d'intérêt.

## 4 CONSTATATIONS

Le **tableau 3** résume la situation des 18 056 examens préalables visés par la présente étude. Ce tableau et tous les autres qui suivent dans le présent rapport traitent d'évaluations dont l'*Avis de lancement* (A.L.) a été publié pendant l'année civile 2004, 2005 ou 2006, et tous les indicateurs de leur situation actuelle se rapportent à la fin du dernier jour de 2006. Il convient de signaler que les statistiques sur les examens préalables au tableau 3 ci-après reposent sur l'année civile, et ne correspondent pas aux statistiques du *Rapport ministériel sur le rendement* de l'Agence, dont la publication annuelle traite des activités au cours de l'exercice du gouvernement fédéral qui va du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars.

**Tableau 3. État actuel<sup>1</sup> des examens préalables dont l'*Avis de lancement* date des années 2004, 2005 et 2006.**

Année de l'A.L. <sup>2</sup>	Nombre d'A.L.	Nombre d'A.L. ayant été modifiés	<i>Avis de rapports d'évaluation environnementale</i> affichés	<i>Avis d'annulation ou d'arrêt</i> affichés	<i>Avis de décision</i> affichés	<i>Avis de décision à venir</i>
2004	6 531	802	5 694	696	5 466	369
2005	6 320	736	5 364	442	4 821	1 057
2006	5 205	272	3 261	259	2 774	2 172

Note 1 : « État actuel » réfère à la situation à la fin du dernier jour de l'année 2006

Note 2 : « A.L. » réfère à « Avis de lancement »

Le tableau indique que 369 des 6 531 examens préalables lancés en 2004 (moins de 6 %) n'avaient pas d'*Avis de décision* publié sur le site Internet à la fin de 2006. Dans le cas des examens préalables lancés en 2005, il s'agissait de 1 057 sur 6 320 (17 %), et pour les examens lancés en 2006, la proportion représentait 2 172 sur un total de 5 205 (42 %).

### 4.1 Nature des projets faisant l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi

L'analyse du contenu d'un échantillon de 2 259 *Avis de lancement* publiés en février, mai, août et novembre 2004 révèle que plus de 90 % des examens préalables portent sur des projets dont le potentiel d'effets environnementaux négatifs ou de risques environnementaux prévus est faible (**tableau 4**).

Bien que l'analyse repose sur un jugement professionnel et donc subjectif de par sa nature, les analystes ayant participé à l'étude ont déployé des efforts considérables pour assurer l'uniformité des cotes d'effets ou de risques environnementaux prévus, à la fois d'un projet à l'autre et d'un analyste à l'autre. Il en résulte que la cote attribuée à un projet donné par un analyste donné ne varie probablement pas de plus d'un point sur l'échelle d'évaluation. Bien qu'il soit toujours possible de remettre en question toute cote particulière, le

ajustement à la hausse ou à la baisse que l'on pourrait raisonnablement apporter aux cotes n'aurait aucune incidence réelle sur la conclusion principale de l'analyse, à savoir que la grande majorité des projets faisant l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi présentent un faible potentiel d'effets environnementaux négatifs ou de risques environnementaux.

**Tableau 4. Répartition générale des cotes de projets décrits dans un échantillon de 2 259 projets ayant fait l'objet d'un *Avis de lancement* au cours de l'année 2004**

Cote	Critères d'évaluation	Pourcentage des examens préalables
1	Projets courants pouvant entraîner de façon minimale des effets environnementaux négatifs ou représenter des risques pour l'environnement. Sur le plan environnemental, les avantages que l'on pourrait tirer d'un examen préalable qui serait mené dans le cadre de tels projets seraient plutôt négligeables.	44.2%
2	Projets courants pouvant entraîner de façon mineure des effets environnementaux négatifs ou représenter des risques pour l'environnement. Sur le plan environnemental, dans le cadre de tels projets, on pourrait tirer certains avantages si un examen préalable était mené mais ces avantages pourraient varier d'un projet à l'autre.	49.8%
3	Projets pouvant clairement entraîner des effets environnementaux négatifs ou représenter des risques pour l'environnement au plan local. Sur le plan environnemental, dans le cadre de tels projets, on pourrait tirer des avantages considérables si un examen préalable était mené.	5.8%
4	Projets pouvant clairement entraîner des effets environnementaux négatifs ou représenter des risques pour l'environnement au plan régional ou même national. Sur le plan environnemental, dans le cadre de tels projets, on pourrait tirer des avantages substantiels si un examen préalable était mené ou, dans certains cas, si une étude approfondie ou un examen par commission étaient menés.	0.3%

Le **tableau 5** présente la répartition des cotes, par catégorie de projet, des projets décrits dans l'échantillon des 2 259 *Avis de lancement*.

Bien que le **tableau 5** présente un portrait sur une certaine période d'une situation dynamique influencée par des facteurs comme le contexte économique et les priorités gouvernementales, il donne néanmoins une impression très valable de l'éventail des plus variés de projets de toutes formes et envergures faisant l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi.

Plusieurs nouveaux examens préalables types ont été déclarés depuis 2004. Certaines catégories de projets énumérés au **tableau 5** sont maintenant assujetties à un examen préalable type, qui ne comporte pas la publication d'un *Avis de lancement*. Par exemple, les installations d'abreuvement des animaux de ferme font maintenant l'objet d'un processus d'examen préalable type établi pour les petits projets agricoles.

**Tableau 5. Répartition des cotes de projets, par catégorie, décrits dans un échantillon de 2 259 projets ayant fait l'objet d'un Avis de lancement au cours de l'année 2004**

<b>Types de projet</b>	<b>Nombre d'examens préalables selon les cotes établies</b>				<b>Nombre de projets dans l'échantillon</b>
	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
Agriculture (permis d'accès)	263				263
Bâtiments (commercial, industriel ou institutionnel)	59	62	2		123
Agriculture (pose de clôtures)	91	1			92
Gestion/contrôle de la végétation	24	54	3		81
Quai, jetée, digue	5	74			79
Commodités pour des petites embarcations	17	52	1		70
Agriculture (abreuvoirs pour le bétail)	64	4			68
Élimination de résidus de dragage (courant)	1	66			67
Agriculture (drainage)	52	9			61
Travaux de stabilisation des berges	1	51	1		53
Mise en valeur immobilière (commercial, industriel ou institutionnel)	36	12			48
Ponts (entretien, réparation, remplacement, enlèvement)	4	40	1		45
Bâtiments (résidence unifamiliale)	34	8	1		43
Recherche sur le terrain en biologie	41				41
Puits (terrestres, de gaz)	1	39			40
Entreprise de tourisme de plein-air (non spécifié autrement)	34	5			39
Ponceaux (entretien, réparation, remplacement, enlèvement)	3	30	3		36
Agriculture (permis de pâturage)	35				35
Pont (nouveau)	4	14	17		35
Routes (entretien, réparation, améliorations mineures, asphaltage)	7	28			35
Mise en valeur immobilière	20	13	1		34
Système de traitement/d'élimination des eaux usées	6	26	2		34
Travaux de stabilisation des berges ou des rivages		33			33
Puits (terrestres, de pétrole)		32			32
Routes (nouvelles ou améliorations majeures)	4	19	5		28
Réalignement/modification d'un chenal de cours d'eau		26	1		27
Usine de fabrication/transformation	4	16	6		26
Canalisations (canalisations d'eau et d'égout)	9	16			25
Sentiers de randonnée pédestre, en skis de fond ou à vélo	8	14	2		24
Bâtiments (démolition)	15	7			22
Foresterie (sélective)	1	20			21



**Tableau 5. Répartition des cotes de projets, par catégorie, décrits dans un échantillon de 2 259 projets ayant fait l'objet d'un Avis de lancement au cours de l'année 2004**

<b>Types de projet</b>	<b>Nombre d'examens préalables selon les cotes établies</b>				<b>Nombre de projets dans l'échantillon</b>
	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
Système de traitement d'eau potable	2	17	2		21
Installations d'aquaculture (poissons à nageoires)		2	18		20
Conduites (souterraines, de gaz naturel)	3	16	1		20
Permis (d'accès, d'utilisation du terrain)	11	8			19
Conduites souterraines (pétrole ou gaz naturel)	1	14	3		18
Réservoirs de stockage de pétrole (enlèvement, modification, remplacement)	8	9			17
Élimination de déchets de poissons		16			16
Puits (terrestres, de pétrole ou de gaz naturel)		15			15
Permis (explosifs)		14			14
Restauration de sites /d'eaux souterraines contaminés (autres)	5	9			14
Prise d'eau	1	13			14
Câbles (terrestres, souterrains)	8	4			12
Immeubles ou propriétés et leurs installations connexes (non classifié)	5	6			11
Tours de télécommunication	7	4			11
Installations d'aquaculture (mollusques et crustacés)		2	8		10
Exercice militaire	5	5			10
Production d'énergie (éoliennes)		2	6	2	10
Gestion/contrôle de la faune	5	4	1		10
Bâtiments (divers)	7	2			9
Ponceaux (nouveaux)		8	1		9
Autre recherche sur le terrain	5	4			9
Stationnement (nouveau/agrandissement)	8	1			9
Permis (non spécifiés)	7	2			9
Restauration de sites/d'eaux souterraines contaminés par les hydrocarbures/produits pétrochimiques	1	8			9
Infrastructures aéroportuaires	3	3	2		8
Drainage de terrain	1	7			8
Conduites (non spécifiées)		8			8
Immeubles ou propriétés et leurs installations connexes	5	3			8
Clôture	4	3			7
Remplissage		7			7
Restauration de sites	1	5	1		7
Entreposage du pétrole (nouveau)	3	3	1		7
Égouts pluviaux et collecteurs d'eaux pluviales		7			7



**Tableau 5. Répartition des cotes de projets, par catégorie, décrits dans un échantillon de 2 259 projets ayant fait l'objet d'un Avis de lancement au cours de l'année 2004**

<i>Types de projet</i>	<i>Nombre d'examens préalables selon les cotes établies</i>				<i>Nombre de projets dans l'échantillon</i>
	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	
Puits d'approvisionnement en eau	3	4			7
Agriculture (exploitation d'élevage)		6			6
Mise en valeur d'attractions	2	2	2		6
Conduites (souterraines, de pétrole)		5	1		6
Terrain de sports ou aréna	1	5			6
Agriculture (bâtiments)	3	2			5
Agriculture (installation d'irrigation)	1	4			5
Recherche sur le terrain en géologie		5			5
Décharge de billes		5			5
Piste ou aire pour véhicules récréatifs motorisés	2	2	1		5
Événement public de plein-air	4	1			5
Réservoir d'approvisionnement d'eau	1	2	2		5
Quais d'accostage de bateaux		4			4
Tours de communication à large bande		4			4
Barrage (entretien, réparation)		4			4
Bail de terrain portuaire		4			4
Autoroutes (nouvelles ou amélioration majeure)			3	1	4
Installations hydroélectriques (< 20MW)			4		4
Autres (transfert de titre de propriété)	4				4
Carrières, gravières et sablières (nouvelles ou agrandissement)		4			4
Infrastructures portuaires	1	2	1		4
Mise en valeur de propriétés (résidence unifamiliale)	3	1			4
Exploration sismique (extracôtière)		1	3		4
Exploration sismique (terrestre)	1	2	1		4
Agriculture (installation de traitement des déchets)		3			3
Aréna ou stades	2	1			3
Bâtiments (logements collectifs)	1	2			3
Parc d'usage général		3			3
Système de refroidissement/chauffage géothermique		3			3
Site d'enfouissement		2	1		3
Exploration minière		2	1		3
Déversoir (construction)		3			3
Installations d'atterrissage d'aéronefs (voilure fixe)		1	1		2
Installations d'atterrissage d'aéronefs (hélicoptères)		2			2
Installations d'antenne	1	1			2
Ponts (élargissement)		1	1		2

**Tableau 5. Répartition des cotes de projets, par catégorie, décrits dans un échantillon de 2 259 projets ayant fait l'objet d'un Avis de lancement au cours de l'année 2004**

<b>Types de projet</b>	<b>Nombre d'examens préalables selon les cotes établies</b>				<b>Nombre de projets dans l'échantillon</b>
	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
Bâtiments (usage varié)		2			2
Terrain de golf		1	1		2
Mine (expansion)			1	1	2
Mine (nouvelle)			1	1	2
Autres (démarcation des terres)	2				2
Production d'énergie (biocarburant)		2			2
Production d'énergie (solaire)	1	1			2
Centrale électrique (cogénération)		1	1		2
Installations de ravitaillement en carburant	2				2
Restauration de sites/décontamination d'eaux souterraines contaminés par les métaux lourds	1	1			2
Routes (hiver)			2		2
Système de gestion et de traitement des eaux pluviales		1	1		2
Restauration – cours d'eau			2		2
Description imprécise	1	1			2
Modification/remplissage en zone humide		1	1		2
Fermeture	1				1
Agriculture (conversion des terres)			1		1
Agriculture (bail foncier)		1			1
Agriculture (ferme maraîchère)	1				1
Remplacement de la balise dans la rivière Campbell Nord	1				1
Câble (sous-marin)		1			1
Dynamitage de chenal			1		1
Installations d'entreposage de produits chimiques		1			1
Installations de train de banlieue		1			1
Ponceaux (temporaires)		1			1
Barrage (nouveau ou modifié)		1			1
Barrage (démantèlement)			1		1
Installations de ski alpin			1		1
Site d'entreposage de déchets/dragage (sédiments contaminés)			1		1
Études techniques		1			1
Déchets dangereux (enlèvement)		1			1
Déchets dangereux (site d'entreposage)		1			1
Déchets dangereux (transport)		1			1
Autoroutes (entretien, réparation, améliorations mineures, asphaltage)			1		1

**Tableau 5. Répartition des cotes de projets, par catégorie, décrits dans un échantillon de 2 259 projets ayant fait l'objet d'un Avis de lancement au cours de l'année 2004**

<b>Types de projet</b>	<b>Nombre d'examens préalables selon les cotes établies</b>				<b>Nombre de projets dans l'échantillon</b>
	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	
Installations hydroélectriques (modifications de nature opérationnelle)			1		1
Parc industriel (nouveau, expansion)			1		1
Lignes de transport d'énergie de bas/moyen voltage	1				1
Autres (visite de paquebot de croisière)		1			1
Autres (amélioration des installations)	1				1
Autres (estacades flottantes)		1			1
Autres (désaffectation de pipelines et d'installations connexes)		1			1
Autres (transfert de permis d'exploitation d'un pipeline)	1				1
Autres (antenne parabolique orientable)	1				1
Autres (projet d'énergie en milieu scolaire)	1				1
Permis (pêche)	1				1
Entretien/réparation/démantèlement de ligne de transmission d'énergie	1				1
Centrale électrique (non précisé)	1				1
Installations de radar		1			1
Restauration de site/décontamination d'eaux souterraines contaminés par les composés organiques toxiques		1			1
Amélioration de service (non précisé)	1				1
Étude du terrain	1				1
Amélioration d'une piste		1			1
Station de transfert		1			1
Émissaire d'eaux usées		1			1
Projet de réaménagement du secteur riverain				1	1
<b>Total</b>	<b>999</b>	<b>1124</b>	<b>130</b>	<b>6</b>	<b>2259</b>

## **4.2 Nature du processus d'examen préalable**

### **4.2.1 Ponctualité dans la publication des Avis de lancement**

La Loi prescrit aux autorités responsables la publication d'un avis de lancement « dans les quatorze jours suivant le début de l'évaluation environnementale ».

Les délais médians et moyens de publication d'Avis de lancement, calculés à partir des données du site Internet, sont présentés au **tableau 6**. On y constate que les délais médians sont courts, que les délais moyens s'approchent de la limite réglementaire de 14 jours, et qu'un pourcentage relativement réduit des

*Avis de lancement* a été publié passé le délai prescrit par la Loi. Les données semblent indiquer que le rendement s'est amélioré au fil des années. Ainsi, les données de 2006 indiquent que plus de la moitié des *Avis de lancement* de 2006 ont été publiés le même jour que le début de l'examen préalable, que le délai moyen de publication s'établissait à 11,1 jours, et qu'il dépassait le délai maximum de 14 jours prescrit par la Loi dans 9,4 % des cas. Il faut cependant interpréter ces données avec une certaine prudence, car, comme on l'explique à la sous-section 4.3.1, il existe certains doutes sur l'exactitude de la date de lancement de l'évaluation environnementale indiquée dans un avis de lancement.

**Tableau 6. Délais d'affichage des *Avis de lancement* (2004-2006)**

Année d'affichage de l'A.L.	Délai médian dans l'affichage de l'A.L. (jours)	Délai moyen dans l'affichage de l'A.L. (jours)	% d'affichages tardifs (délai >14 jours)
2004	2	11.1	14.0%
2005	1	14.6	13.6%
2006	0	11.1	9.4%

#### **4.2.2 Participation du public aux examens préalables**

Bien que, tel que mentionné au paragraphe 4.1, la majorité des projets faisant l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi démontrent un faible potentiel d'effets environnementaux négatifs ou de risques environnementaux, et laissent pour la plupart supposer qu'ils suscitent peu l'intérêt du public, ce n'est pas toujours le cas. Le paragraphe 18(3) de la Loi stipule que « Dans le cas où elle estime que la participation du public à l'examen préalable est indiquée [...] l'autorité responsable, avant de prendre sa décision aux termes de l'article 20, donne au public la possibilité d'examiner le rapport d'examen préalable et tout document relatif au projet et de faire ses observations à leur égard et un avis suffisant de cette possibilité ». La Loi prévoit également que « l'autorité responsable verse au site Internet, avant de donner au public la possibilité d'examiner le rapport d'examen préalable et de faire des observations à son égard, une description de la portée du projet, des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'examen préalable et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon d'obtenir copie de cette description ». Enfin, il est prévu que « l'autorité responsable peut donner au public la possibilité de prendre part à toute étape de l'examen préalable qu'elle choisit ».

L'alinéa 55.1(1)*h*) stipule que l'on versera au site Internet un « avis public lancé par l'autorité responsable ou l'Agence sollicitant la participation du public à l'évaluation environnementale ». L'alinéa 55.1(1)*j*) de la Loi prévoit que l'on versera au site Internet « dans le cas où l'autorité responsable donne, au titre du paragraphe 18(3), la possibilité au public de participer à l'examen préalable [...] une description des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon

d'obtenir copie de cette description ».

Pendant les trois années examinées dans la présente étude, 60 *Avis concernant la participation du public* ont été affichés au site Internet dans le cadre de 18 056 examens préalables. Les examens préalables liés aux avis en question sont énumérés au **tableau 7**. Le tableau indique également lorsque des avis affichés au site Internet mentionnaient des occasions de participation à l'évaluation, en plus de l'examen du rapport d'examen préalable et de la formulation de commentaires sur le rapport.

**Tableau 7. Examens préalables avec *Avis concernant la participation du public***

Numéro de référence du site Internet	Titre du projet	Autorité responsable	Occasions de participation du public en plus de l'examen du rapport et de la formulation de commentaires
<b>Colombie-Britannique</b>			
<u>04-01-5265</u>	Réfection de la route d'accès à la gravière de la gorge Hector	APC	
<u>04-01-5907</u>	Renouvellement du permis d'occupation pour la vente de cadeaux et la location d'articles de sport; construction d'un hangar à bateaux au lac Emerald	APC	
<u>04-01-7216</u>	Refuge Fay : reconstruction et permis d'occupation	APC	
<u>04-01-7642</u>	Déboisement au belvédère de la vallée Kootenay	APC	
<u>05-01-10632</u>	Sources thermales Radium : radiotélémétrie de l'habitat du boa caoutchouc	APC	
<u>05-01-12163</u>	Microcentrale hydroélectrique au ruisseau Haffner	APC	
<u>05-01-14709</u>	Prévention des incendies au lodge du lac Emerald	APC	
<u>05-01-15670</u>	Construction d'une auberge à Field	APC	
<u>06-01-19921</u>	Brûlage dirigé au mont King	APC	
<u>06-01-21871</u>	Améliorations à l'infrastructure d'assainissement du terrain de camping Kicking Horse	APC	
<u>06-01-21913</u>	Projet concernant la protection du salon de thé des Chutes-Twi	APC	
<u>06-01-21914</u>	Projet concernant la protection des installations dans la collectivité de Field	APC	
<b>Alberta</b>			
<u>03-01-65</u>	Nouvel alignement de la route d'accès des autocars des neiges du champ de glace Columbia, et déplacement de la zone de transfert.	APC	
<u>04-01-816</u>	Hébergement pour le personnel de Deer Lodge	APC	
<u>04-01-1367</u>	Travaux sur la route transcanadienne, parc national du Canada de Banff	APC	X
<u>04-01-2120</u>	Brûlage dirigé, Saskatchewan Crossing	APC	
<u>04-01-3260</u>	Rénovation de la terrasse et de la piscine des sources thermales Miette	APC	
<u>04-01-3349</u>	Décontamination à la station des gardes de parc de Saskatchewan Crossing, Parc national du Canada de Banff	APC	



**Tableau 7. Examens préalables avec Avis concernant la participation du public**

Numéro de référence du site Internet	Titre du projet	Autorité responsable	Occasions de participation du public en plus de l'examen du rapport et de la formulation de commentaires
<a href="#">04-01-4159</a>	Installation de la télécabine Meadowlark et enlèvement du télésiège quadruple Friendly Giant à la station de ski Lake Louise, Resorts of the Canadian Rockies	APC	
<a href="#">04-01-7499</a>	Travaux de protection contre les incendies dans Lake Louise	APC	
<a href="#">05-01-9363</a>	Renouvellement du permis d'occupation de l'entreprise Tonquin Valley Adventures	APC	
<a href="#">05-01-9873</a>	Fairmont Château Lake Louise - Prolongement de la prise d'eau	APC	
<a href="#">05-01-10341</a>	Barrière au village Lake Louise	APC	
<a href="#">05-01-10931</a>	ATCO Pipelines - Déplacement de la canalisation de transport de gaz naturel au lac Jasper	APC	
<a href="#">05-01-12486</a>	Resorts of the Canadian Rockies - Remplacement du trou d'homme et de la ligne de traitement des eaux usées	APC	
<a href="#">05-01-12492</a>	Resorts of the Canadian Rockies - Remplacement de la ligne principale et des lignes principales du canon à neige Meadow, ajout d'une conduite secondaire sur l'arbalète Sunny et travaux électriques	APC	
<a href="#">05-01-12556</a>	Examen de sites contaminés, 2005	APC	
<a href="#">05-01-12591</a>	Unité de gestion Banff : Contrôle de plantes non indigènes, 2005	APC	
<a href="#">05-01-12965</a>	Fortis Alberta : Nouvelle ligne de distribution à la station de ski de Lake Louise	APC	
<a href="#">05-01-14994</a>	Services des eaux municipales de Jasper	APC	
<a href="#">06-01-16814</a>	Projet de réaménagement dans la vallée Paradise	APC	
<a href="#">06-01-17765</a>	Modernisation des toilettes à l'aire de fréquentation diurne du Lac-Bow	APC	
<a href="#">06-01-18174</a>	Réaménagement de l'aire de fréquentation diurne du Col-Howse	APC	
<a href="#">06-01-18362</a>	Fairmont Jasper Park Lodge - Renouvellement de bail, de permis d'adduction d'eau et de permis d'occupation	APC	
<a href="#">06-01-18366</a>	Parcs Canada - Période d'essai pour offrir des visites guidées à bicyclette	APC	
<a href="#">06-01-19786</a>	Resorts of the Canadian Rockies - remplacement de l'égout du Temple Lodge	APC	
<a href="#">06-01-20595</a>	Resorts of the Canadian Rockies - Remplacement de la ligne principale et des lignes principales du canon à neige, et travaux électriques	APC	
<a href="#">06-01-21301</a>	Remplacement des toilettes à l'aire de fréquentation diurne, secteur du lac Louise, parc national Banff.	APC	
<a href="#">06-01-21780</a>	Brûlage dirigé au ruisseau Baker	APC	
<a href="#">06-01-22843</a>	Alpine Village - Plan directeur et refonte du permis d'occupation	APC	
<b>Saskatchewan</b>			
<a href="#">04-01-1676</a>	Installation d'un déversoir sur la rivière Waskesiu	APC	



**Tableau 7. Examens préalables avec Avis concernant la participation du public**

Numéro de référence du site Internet	Titre du projet	Autorité responsable	Occasions de participation du public en plus de l'examen du rapport et de la formulation de commentaires
<b>Manitoba</b>			
<u>03-01-611</u>	Projet d'expansion du canal de dérivation de la rivière Rouge	INFC	
<u>04-01-5785</u>	Musée canadien des droits de la personne	DEOC	
<b>Ontario</b>			
<u>04-01-591</u>	Usage proposé d'un combustible d'uranium faiblement enrichi (UFE) à la Centrale nucléaire de Bruce « B ».	CCSN	
<u>04-01-8081</u>	Proposition de remise en état de la centrale nucléaire de Bruce-A	CCSN	X
<u>04-01-8141</u>	Réfection du pont Alexandra (Interprovincial)	TPSGC	
<u>04-01-8208</u>	Construction et exploitation de bâtiments pour le stockage des déchets de réfection à l'installation de gestion des déchets Western	CCSN	
<u>04-01-8407</u>	Modifications proposées à l'exploitation de l'incinérateur de la raffinerie de Blind River	CCSN	
<u>05-01-9683</u>	Installation d'une éolienne, Le Centre d'instruction du Secteur du Centre de la Force terrestre (CI SCFT), situé à Meaford, Ontario	MDN	
<u>05-01-14147</u>	Enlèvement d'un caisson (jetée) à l'extrémité sud-ouest de l'île Gordon	APC	
<u>05-01-16158</u>	Installation d'une enveloppe métallique calorifugée	APH	
<u>06-01-17079</u>	Remplacement de la station d'épuration de la mine Stanleigh	CCSN	
<u>06-01-18170</u>	Passage international de la rivière Detroit	TC	X
<u>06-01-18746</u>	La construction d'un épi ferroviaire dans la ville d'Oshawa	OTC	?
<b>Québec</b>			
<u>04-01-940</u>	Réfection du barrage Laniel	TPSGC	
<b>Nouvelle-Écosse</b>			
<u>05-01-11374</u>	Projet d'application aérienne de Btk dans le terrain de camping de la baie Jeremy, au parc national et lieu historique national du Canada Kejimikujik	APC	
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b>			
<u>04-01-6091</u>	Aliant Telecom/ Construire un site de communications cellulaires digitales	APC	
<u>04-01-7972</u>	Programme de forages de prospection dans le bassin Orphan	OCTNLHE	X
<u>05-01-9544</u>	Newfoundland Power - Le projet d'amélioration de la fiabilité (du réseau de distribution) pour la collectivité de Charlottetown, Terre-Neuve-et-Labrador	APC	
<u>06-01-17653</u>	L'utilisation de motoneiges dans le Parc national du Gros-Morne	APC	

APC	Agence Parcs Canada
APH	Administration portuaire de Hamilton
DEOC	Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
INFC	Infrastructure Canada
CCSH	Commission canadienne de sûreté nucléaire
OCTNLHE	Office Canada-Terre-Neuve et Labrador des hydrocarbures extracôtiers
OTC	Office des transports du Canada
MDN	Ministère de la Défense nationale
TC	Transports Canada
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

L'Agence Parcs Canada était l'autorité responsable pour 46 des examens préalables ci-haut mentionnés. Selon l'information qu'elle a publiée sur le site Internet, sa démarche habituelle consistait à rendre le rapport d'examen préalable disponible au bureau du parc pour commentaires par le public, puis à publier les avis pertinents à la fois localement et sur le site Internet. Dans un des cas (Travaux sur la route transcanadienne, parc national du Canada de Banff), l'information publiée sur Internet décrivait d'autres possibilités de participation du public à l'examen préalable.

Les neuf autorités responsables suivantes ont publié sur le site Internet des *Avis concernant la participation du public* associés à 14 examens préalables :

- Office Canada-Terre-Neuve et Labrador des hydrocarbures extracôtiers (1 projet)
- Commission canadienne de sûreté nucléaire (5 projets)
- Office des transports du Canada (1 projet)
- Ministère de la Défense nationale (1 projet)
- Administration portuaire de Hamilton (1 projet)
- Infrastructure Canada (1 projet)
- Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (2 projets)
- Transports Canada (1 projet)
- Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (1 projet)

Les 14 projets se répartissaient parmi les endroits suivants :

- Manitoba (2 projets)
- Ontario (10 projets)
- Québec (1 projet)
- Large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador (1 projet)

Les sites Internet fédéral et provinciaux indiquent clairement que le public a eu l'occasion de formuler des commentaires, en plus d'examiner et de commenter le rapport d'examen préalable, dans le cadre des examens préalables suivants :

- Projet d'expansion du canal de dérivation de la rivière Rouge (Infrastructure Canada)
- Passage international de la rivière Detroit (Transports Canada)
- Projet de remise en état de la centrale nucléaire de Bruce A et du prolongement de la vie utile des réacteurs (Commission canadienne de sûreté nucléaire)
- Programme de forages de prospection dans le bassin Orphan (Office Canada-Terre-Neuve et Labrador des hydrocarbures extracôtiers)

L'évaluation du projet d'expansion du canal de dérivation de la rivière Rouge s'est effectuée selon un processus coopératif d'évaluation environnementale dirigé par la Province du Manitoba et a également fait appel à Pêches et Océans Canada, Infrastructure Canada et Transports Canada. Le processus global comprenait un plan de consultation et de participation du public élaboré, l'examen préalable étant précédé de quatre rondes distinctes de consultation. L'examen préalable fédéral a fait appel aux travaux de consultation du public antérieurs de la Province.

Le passage international de la rivière Detroit fait l'objet d'une évaluation coopérative de la part de la Province de l'Ontario et du gouvernement du Canada. Au 1<sup>er</sup> juillet 2007, un plan de participation du public concernant les deux instances avait été élaboré et six activités distinctes de participation du public avaient eu lieu.

La Commission canadienne de sûreté nucléaire a tenu une audience publique d'une journée sur le projet de remise en état de la centrale nucléaire de Bruce A après avoir examiné les commentaires écrits du public sur l'examen préalable du projet.

Le programme de forages de prospection dans le bassin Orphan a d'abord suivi la filière d'une étude approfondie, qui est ensuite devenue un examen préalable en conséquence des modifications au *Règlement sur la liste d'étude approfondie*. Par conséquent, les consultations du public liées à la définition de la portée de l'évaluation ont eu lieu à une étape préliminaire de l'examen.

Les autorités responsables ont indiqué que l'absence d'un *Avis concernant la participation du public* sur le site Internet ne laissait pas nécessairement entendre qu'aucun effort n'avait été déployé en vue d'obtenir et de prendre en compte l'avis du public dans le cadre de l'examen préalable. Après l'examen de certains rapports d'examen préalable tirés de l'ensemble de références de l'Agence, on a confirmé que, dans bien des cas, de tels efforts avaient été déployés en l'absence de la publication d'un *Avis concernant la participation du public*.

Étant donné la complexité et les subtilités de la situation, les autorités responsables entreprennent des travaux supplémentaires touchant l'interprétation et la mise en œuvre du paragraphe 18(3) de la Loi sur la nature des efforts réels visant à obtenir et à prendre en compte l'information et l'avis du public au cours des examens préalables. Ces travaux sont précisés dans le Chapitre 5 du présent rapport.

#### 4.2.3 Disponibilité du rapport d'examen préalable

La Loi prescrit que « le rapport d'examen préalable ou de l'étude approfondie visé à l'alinéa 55.1(2)k) — ou une indication de la façon d'en obtenir copie — doit être versé au site Internet avant la décision connexe visée à l'alinéa 55.1(2)r) ou en même temps qu'elle »<sup>13</sup>.

Le libellé qui précède comporte une certaine ambiguïté, le mot « décision » pouvant désigner la décision d'examen préalable en soi par l'autorité responsable au titre de l'article 20 de la Loi, ou la publication de cette décision sur le site Internet.

Les statistiques présentées au **tableau 8** rapprochent les dates de publication des *Avis concernant le rapport de l'évaluation environnementale* et les dates d'affichage des *Avis de décision* correspondants. Dans une majorité considérable des cas, l'*Avis concernant le rapport de l'évaluation environnementale* est publié le même jour que l'*Avis de décision*. [Il faut signaler que l'*Avis concernant le rapport de l'évaluation environnementale* ne peut pas être publié plus tard que l'*Avis de décision*, à cause d'une règle opérationnelle qui rend la chose impossible.]

**Tableau 8. Corrélation statistique entre les dates d'affichage des *Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale* et les dates d'affichage des *Avis de décision***

Année	% des rapports d'examens préalables affichés				
	>1 mois avant l'avis de décision	15 à 30 jours avant l'AD	8 à 14 jours avant l'AD	1 à 7 jours avant l'AD	Le même jour que l'AD
2004	10.4%	10.2%	1.1%	2.6%	75.7%
2005	11.2%	11.0%	0.9%	2.5%	74.4%
2006	6.0%	5.1%	1.2%	3.0%	84.6%

Les statistiques présentées au **tableau 9** rapprochent les dates de publication des *Avis concernant le rapport de l'évaluation environnementale* et les dates d'affichage des *Avis de décision* au titre de l'article 20 correspondants. Le pourcentage de rapports d'examen préalable publiés à l'avance d'une décision au titre de l'article 20 est plutôt faible. Il faut cependant interpréter ces données avec une certaine prudence car, comme on l'indique à la sous-section 4.3.1,

<sup>13</sup> LCEE, paragraphe 55.3(3)

certains problèmes ont été relevés relativement à l'exactitude des dates de décisions au titre de l'article 20 figurant dans des *Avis de décision*. Dans au moins quelques cas, la date réelle de décision peut être antérieure à la date présumée dans le tableau.

**Tableau 9. Corrélation statistique entre les dates d'affichage d'*Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale* et les dates correspondant aux décisions prises aux termes de l'article 20**

Année	% des rapports d'examen préliminaires affichés								
	> 6 mois avant la décision	1 à 6 mois avant la décision	15 jours à 1 mois avant la décision	1 à 14 jours avant la décision	Même jours que de la décision	1 à 14 jours après la décision	15 jours à 1 mois après la décision	1 à 6 mois après la décision	> 6 mois après la décision
2004	1.4%	4.7%	11.3%	2.2%	36.2%	23.1%	4.6%	6.1%	10.4%
2005	0.5%	4.4%	15.1%	2.4%	36.0%	26.2%	5.0%	7.7%	2.8%
2006	0.0%	3.5%	6.8%	3.1%	47.0%	27.1%	6.7%	5.4%	0.4%

#### 4.2.4 Délai offert avant la décision au titre de l'article 20

Lorsqu'il s'agit d'un examen préalable simple sans participation du public, la décision d'examen préalable au titre de l'article 20 de la Loi ne peut pas être rendue avant le 15<sup>e</sup> jour suivant la date de publication de l'*Avis de lancement*. Par exemple, lorsque l'*Avis de lancement* est publié le 1<sup>er</sup> du mois, l'autorité responsable ne peut pas rendre sa décision au titre de l'article 20 avant le 16 du mois. Si l'examen préalable comporte une participation du public, la décision au titre de l'article 20 ne peut pas être rendue avant le 15<sup>e</sup> jour suivant la date de publication de l'avis de portée des éléments sur le site Internet.

Il importe de préciser que la disposition de la Loi relative au 15<sup>e</sup> jour se rapporte à la date réelle de la décision de l'autorité responsable au titre de l'article 20 de la Loi, et non à la date de publication de l'*Avis de décision*. Comme il en est question aux sous-sections 4.2.3 et 4.3.1, certaines incertitudes touchent cette date.

Aux débuts de l'exploitation du site Internet, on a noté des cas de non-conformité à la disposition du 15<sup>e</sup> jour de la Loi. Du 1<sup>er</sup> janvier au 15 avril 2004, 104 des 620 *Avis de lancement* (17 %) semblaient non conforme à cette exigence. Le 15 avril 2004, l'Agence a institué pour son site Internet une règle opérationnelle empêchant automatiquement de publier un *Avis de décision* qui donnait une date de décision jusqu'au respect de la disposition du 15<sup>e</sup> jour.

Cette règle a eu comme conséquence involontaire de bloquer automatiquement la publication de centaines d'*Avis de décision*, bien que les décisions aient été déjà rendues. Le site Internet présentait donc des renseignements inexacts sur la situation de nombreux examens préliminaires, et la période requise pour les mener



à bien.

Le 27 octobre 2006, afin d'améliorer l'exactitude et la fiabilité de l'information publiée sur le site Internet du RCEE, on a modifié la règle opérationnelle liée à la publication de décisions d'EE afin de permettre, par la suite, la publication d'un *Avis de décision* sans égard à la date de décision. Maintenant, au moment de la publication d'un *Avis de décision* ne satisfaisant pas à l'obligation juridique, le système affiche un message de rappel aux autorités responsables de leurs obligations en vertu du paragraphe 20(4) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

#### 4.2.5 Modifications aux *Avis de lancement*

Les autorités responsables peuvent apporter des modifications mineures à un *Avis de lancement* sans être réputées devoir reprendre du début le délai du 15<sup>e</sup> jour déjà mentionné pour une décision au titre de l'article 20. Citons comme exemples de modifications de cette nature la correction d'erreurs d'orthographe et de ponctuation, et la production de renseignements supplémentaires sur un projet qui n'en modifient pas la portée.

Dans la majorité des cas, l'*Avis de lancement* n'est jamais modifié. Les pourcentages suivants d'*Avis de lancement* n'ont subi aucune modification tout au long du processus d'examen préalable pendant la période à l'étude :

- 87,7 % des examens préalables avec *Avis de lancement* publié en 2004;
- 88,4 % des examens préalables avec *Avis de lancement* publié en 2005;
- 94,8 % des examens préalables avec *Avis de lancement* publié en 2006.

Les statistiques présentées au **tableau 10** rapprochent les dates de modification finale d'*Avis de lancement* et les dates des décisions au titre de l'article 20 correspondantes. Les *Avis de lancement* ont été modifiés moins de 15 jours avant la décision au titre de l'article 20 dans seulement un faible pourcentage de l'ensemble des examens préalables. Dans certains de ces cas, l'*Avis de lancement* a en fait été modifié après que la décision ait été rendue.

**Tableau 10. Corrélation statistique entre les dates des modifications finales apportées aux *Avis de lancement* et les dates correspondant aux décisions prises aux termes de l'article 20**

Année de l'A.L.	% des examens préalables dont les avis de lancement ont été modifiés						
	Sans décision aux termes de l'article 20	> 1 mois avant la décision	15 à 30 jours avant la décision	8 à 14 jours avant la décision	1 à 7 jours avant la décision	< 1 jour avant la décision	Après la décision
2004	0.9%	5.1%	1.5%	0.5%	0.6%	1.3%	2.4%
2005	1.1%	3.4%	1.4%	1.4%	0.9%	1.3%	2.1%
2006	0.8%	1.6%	0.7%	0.5%	0.2%	0.8%	0.5%



#### 4.2.6 Ponctualité de la publication des *Avis de décision*

La Loi prescrit la publication d'un *Avis de décision* sur le site Internet, sans toutefois préciser de délai maximum pour cette publication. Les données sur les délais effectivement constatés sont présentées au **tableau 11**.

**Tableau 11. Délai d'affichage de l'*Avis de décision***

Année de l'A.L.	% des <i>Avis de décision</i> affichés					Délai dans l'affichage de l'A.D. (jours)	
	Avant la décision	0 à 7 jours après la décision	8 à 30 jours après la décision	1 mois à 1 an après la décision	> 1 an après la décision	Médiane	Moyenne
2004	0.4%	62.4%	16.3%	14.4%	6.5%	1	55.0
2005	0.4%	66.9%	17.6%	14.0%	1.1%	1	24.2
2006	0.2%	73.5%	18.3%	7.9%	s.o.	0	8.8

Le tableau indique qu'environ les deux tiers des *Avis de décision* sont publiés dans la semaine suivant la décision, et plus de 80 % dans le mois suivant. Les données révèlent également une diminution de près de six fois de la fréquence des délais extrêmes (plus d'un an) lorsque l'on compare les examens préalables avec un *Avis de lancement* en date de 2004 et ceux avec un *Avis de lancement* en date de 2005. L'importance réelle de cette amélioration apparente ne peut être établie avec certitude, pour les raisons suivantes :

- Plus il s'est écoulé de temps depuis la publication d'un *Avis de lancement*, plus il est probable qu'un *Avis de décision* aura été publié.
- Comme on l'a relevé précédemment, il pourrait y avoir des problèmes d'exactitude relativement aux dates des décisions au titre de l'article 20 indiquées sur certains *Avis de décision*.

#### 4.2.7 Durée du processus d'examen préalable

Des données sur la durée médiane et moyenne des examens préalables achevés pendant la période à l'étude sont présentées au **tableau 12**. Le calcul de la durée repose sur les dates de lancement et de décision au titre de l'article 20 figurant respectivement dans l'*Avis de lancement* et l'*Avis de décision*. Ces durées n'englobent pas la période écoulée entre la date de la décision au titre de l'article 20 et la date d'achèvement de tout programme de suivi requis.

Les durées médianes et moyennes entre les dates de publication de l'*Avis de lancement* et de l'*Avis de décision* sont également présentées dans les deux dernières colonnes du tableau. Comme c'était prévisible, ces durées dépassent la durée de l'examen préalable, en conséquence des retards dans la publication des avis.

**Tableau 12. Durée des examens préalables et échéancier d'affichage des avis correspondants**

Année d'affichage de l'A.L.	Durée de l'examen préalable*		Intervalle de temps entre les dates d'affichage des A.L. et A.D.	
	Médiane (jours)	Moyenne (jours)	Médiane (jours)	Moyenne (jours)
2004	60	110.5	80	153.9
2005	50	93.8	57	100.6
2006	41	61.9	44	59.4

\*Le calcul de la durée des examens préalables a été effectué en fonction de la date du début de l'EE et de la date de décision aux termes de l'article 20 figurant dans l'avis de lancement et dans l'avis de décision, respectivement, sans tenir compte du temps écoulé entre la décision et l'achèvement de tout programme de suivi requis.

Les statistiques sur les durées des examens préalables achevés présentées au tableau 12 reposent sur des dates qui présentent des problèmes d'exactitude, comme il en est question dans des sous-sections précédentes et à la sous-section 4.3.1. Néanmoins, elles indiquent de manière générale que l'achèvement d'un examen préalable exige une période relativement courte, qui semble diminuer, comme en témoigne la baisse des durées médianes des examens préalables. Bien que les durées moyennes affichent une baisse encore plus frappante, ces statistiques se prêtent plus difficilement à l'interprétation car les ensembles de données plus anciens subiraient une influence plus marquée des examens préalables de très longue durée que les ensembles de données plus récents.

Il faut bien comprendre que les statistiques du tableau 12 décrivent une réalité dynamique, et non statique. Elles changeront avec le temps, et ne peuvent pas donner lieu à des comparaisons fiables d'une année à l'autre.

#### **4.2.8 Décisions au titre de l'article 20**

L'article 20 de la Loi énonce les choix suivants de démarche offerts à une autorité responsable après avoir pris en compte le rapport d'examen préalable, identifié des mesures d'atténuation et étudié les observations reçues aux termes du paragraphe 18(3) de la Loi :

- Lorsque l'autorité responsable est d'avis que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, elle peut « exercer ses attributions afin de permettre la mise en œuvre totale ou partielle du projet ».
- Lorsque l'autorité responsable est d'avis que le projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants qui ne peuvent être justifiés dans les circonstances, elle ne doit pas « exercer les attributions qui lui sont conférées sous le régime d'une loi fédérale et qui pourraient lui permettre la mise en œuvre du projet ».

- L'autorité responsable doit soumettre le projet au ministre (de l'Environnement) pour une médiation ou un examen par une commission, s'il n'est pas clair que le projet, en tenant compte de toutes les mesures d'atténuation, est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, qu'il est susceptible d'entraîner de tels effets qui pourraient être justifiés, ou si les préoccupations du public le justifient.

À l'exception de cinq des 18 056 examens préalables visés par le présent rapport, les autorités responsables ont toujours choisi la première formule.

Dans trois cas, les autorités responsables ont retenu la deuxième option, et refusé le projet à cause d'effets environnementaux négatifs.

Aucune décision au titre de l'article 20 ayant pour effet de soumettre le projet au ministre pour médiation ou examen par une commission n'a été prise à l'égard d'un examen préalable visé par la présente étude. Toutefois, deux projets de sables bitumineux en Alberta pour lesquels on avait amorcé un examen préalable ont été soumis à des commissions mixtes fédérales-provinciales en vertu de l'article 25 de la Loi, bien avant d'atteindre l'étape d'une décision au titre de l'article 20. L'article 25 permet aux autorités responsables de demander au ministre de l'Environnement de faire examiner le projet en médiation ou par une commission à tout moment devant la possibilité d'effets environnementaux négatifs importants, ou si les préoccupations du public justifient ce type d'examen.

#### 4.2.9 Programmes de suivi

On résume au **tableau 13** le nombre d'avis de décision mentionnant l'existence d'un programme de suivi, ainsi que le nombre de ces programmes de suivi mentionnés sur le site Internet qui ont été accomplis. Il faut signaler que le site Internet classe un examen préalable comme ayant été « complété » lorsqu'arrive la date d'achèvement du programme de suivi figurant dans l'avis de décision, ce qui ne correspond pas nécessairement à la situation sur le terrain, qui n'est pas suivie par le système.

**Tableau 13. Examens préalables comportant un programme de suivi**

Année	Examen préalables comportant un programme de suivi	Examens préalables avec un programme de suivi complété
2004	253	176
2005	83	51
2006	45	11

Les registres du site Internet indiquent que les autorités responsables publient parfois, en date de la publication de leur *Avis de décision* ou autour de cette date, un avis générique de programme de suivi ne contenant que les coordonnées de personnes-ressources. Nous n'avons relevé aucun exemple

d'*Avis concernant le programme de suivi* énonçant clairement une « description sommaire du programme de suivi et de ses résultats ou une indication de la façon d'obtenir copie de la description complète du programme et de ses résultats ».

Le tableau dénote une baisse d'une année à l'autre du nombre de programmes de suivi à mettre en œuvre. Toutefois, l'examen des programmes de suivi rattachés à des examens préalables lancés en 2004 révèle rapidement que bon nombre de ces programmes ne semblent pas correspondre à un programme de suivi tel que défini dans la Loi. La baisse apparente d'une année à l'autre du nombre de programmes de suivi semble attribuable à une meilleure compréhension de la nature d'un programme de suivi, plutôt qu'à un véritable recul des activités de programme de suivi. Les 45 programmes de suivi découlant d'examens préalables lancés en 2006 semblent mieux exprimer le niveau réel d'activité que les 253 programmes de suivi découlant d'examens préalables lancés en 2004.

### **4.3 Qualité du service fourni par le site Internet**

#### **4.3.1 Qualité de l'information publiée sur le site Internet**

Bien que l'Agence exploite le site Internet et surveille l'information qui y est publiée, c'est aux autorités responsables qu'il revient d'entreprendre des examens préalables et de veiller au caractère exact et pertinent des renseignements qu'elles y publient à l'égard de ces examens.

Le site Internet fonctionne bien au plan technique, mais il était inévitable que l'entrée décentralisée de l'information et l'automatisation poussée des fonctions du site donnent lieu à certains problèmes de qualité des données, décrits brièvement ci-après.

#### *Données de date inexactes*

Les données de date relatives à la publication d'avis sont entrées automatiquement par le système, ce qui rend cette fonction très fiable. Cependant, comme on le mentionnait à la sous-section 2.2.3, lors de la période de l'étude, la date de lancement de l'examen préalable et la date de la décision au titre de l'article 20 étaient toutes deux entrées manuellement en remplaçant les valeurs par défaut par une commande prioritaire. En l'absence d'une telle entrée, le système acceptait par défaut les dates respectives de publication de l'*Avis de lancement* et de l'*Avis de décision* à titre de date de lancement de l'examen préalable et de date de décision au titre de l'article 20. L'analyse des données du site Internet révèle que c'est ce qui est arrivé dans environ 47 % des cas à l'égard à la fois de la date de lancement et de la date de décision au titre de l'article 20. Par conséquent, ces dates présentent une fiabilité douteuse. Comme on le mentionne à la sous-section 5.1.1, l'Agence a récemment modifié l'interface d'entrée des données pour éliminer la possibilité d'entrer des dates par défaut pour le lancement de l'évaluation environnementale et la décision au titre

de l'article 20.

Le sens du mot « lancement » comporte lui aussi une ambiguïté considérable. De plus, il n'est pas toujours évident d'établir quand survient la décision au titre de l'article 20. Les définitions de la Loi ne nous éclairent pas sur ces questions. Les autorités responsables interprètent individuellement la signification de ces dates, et l'on peut présumer un certain manque d'uniformité dans ces interprétations.

#### Sélection erronée de choix dans des menus et des listes de sélection

Dans le site Internet, une grande partie de l'entrée des données s'effectue au moyen de menus déroulants, de boutons et de listes de sélection permettant au responsable de l'entrée de choisir parmi des choix prédéfinis. Il arrive que l'on effectue une sélection erronée. Ces erreurs tendent à être aléatoires, à la fois parmi les ministères et organismes, et parmi les régions du pays. Parmi les erreurs caractéristiques de cette nature, mentionnons :

- la sélection erronée de l'emplacement du projet (voir le menu de liste de sélection d'entrée à la **figure 12**);
- la sélection de descripteurs de projet inadéquats.

Il faut préciser que les descripteurs de projet figurant dans les listes de sélection ne couvrent pas tout l'éventail des projets possibles, ce qui peut créer un dilemme pour la personne qui entre les données dans le système.

Des choix erronés de la part des personnes qui entrent les données nuisent à l'utilité des fonctions de recherche du site Internet qui se réfèrent spécifiquement aux données entrées. Ces erreurs peuvent également être la source d'inexactitudes ou de confusion dans les avis de lancement et les avis de décision.



## Emplacement géographique canadienne/ ?

<b>Rechercher par emplacement désigné: ?</b>	
<input type="text" value="stratford"/>	
(Choisir une Région) <input type="button" value="Rechercher"/>	
<b>Rechercher par la longitude et la latitude: ?</b>	
Latitude: <input type="text"/>	
Longitude: <input type="text"/>	<input type="button" value="Rechercher"/>
<b>Sélectionner un endroit ( 'J' Jumeler )</b>	
ON - Stratford - City - Perth QC - Stratford Centre - Unincorporated area - Stratford - Stratford;Estrie QC - Stratford - Village - Stratford - Stratford;Estrie QC - Stratford, Quai de - Miscellaneous - Stratford QC - Stratford - Geographical area - Stratford - ;Estrie PE - Stratford - Town - Queens MB - Stratford Island - Island - 85-16-E - Stephens Lake MB - Stratford Bay - Bay - 88-2W MB - Stratford Lake - Lake - E. of Nejanilini Lake	
<b>Coordonnées des endroits sélectionnés:</b>	
Latitude <input type="text"/>	Longitude <input type="text"/>

Figure 12. Menu d'entrée pour la sélection de l'emplacement du projet

### Problèmes de révision et de traduction

L'analyse du contenu des avis publiés sur le site Internet a fait ressortir plusieurs types de problèmes de révision, notamment :

- fautes d'orthographe, de grammaire et de syntaxe;
- renvois à des figures ou tableaux inexistants;
- absence de mise à jour finale d'une ébauche antérieure du texte [p. ex. « Le promoteur avait auparavant aménagé un nouveau bâtiment (superficie au sol xxx mètres carrés)... »];
- texte répété;
- manque d'uniformité terminologique
- Traductions manquantes, incomplètes ou imparfaites

En plus de ces problèmes liés à l'entrée de données par des personnes, les fonctions de libellé automatique du système présentent également certains problèmes de grammaire et de syntaxe. Ainsi, les avis de lancement sont toujours datés automatiquement, et commencent toujours par cette déclaration : « (Nom de l'autorité responsable) mènera un examen préalable débutant le (date



de l'*Avis de lancement* ou antérieure) du projet... ». Au point de vue grammatical et syntaxique, il serait préférable que l'avis se lise comme suit : « (Nom de l'autorité responsable) mène un examen préalable qui a débuté le (date de l'avis de lancement ou antérieure) du projet... ».

#### Identification erronée des autorités responsables

Des ministères ont parfois été identifiés par erreur à titre d'autorité responsable dans des *Avis de lancement* publiés par d'autres autorités responsables. En avril 2006, Pêches et Océans a relevé des problèmes de cette nature pendant la préparation du sommaire statistique annuel des évaluations environnementales par l'Agence.

#### Confusion dans la séquence des documents

Dans des examens préalables comportant la participation du public, la séquence de publication des avis sur le site Internet portait parfois à confusion pour trois raisons interconnectées :

- Une règle opérationnelle exige que l'*Avis de participation du public* soit affiché avant l'*Avis de portée des éléments*.
- Une autre règle opérationnelle exige que l'*Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale* soit affiché avant l'*Avis de décision*.
- Les autorités responsables se sont communément servies de l'*Avis concernant la participation du public* comme un canal initial d'acheminement du rapport d'examen préalable ou comme une description de la procédure d'obtention d'une copie du rapport.

Ces raisons ci-haut invoquées ont mené à des situations de confusion et d'incongruité suivantes :

- L'*Avis de portée des éléments* et l'*Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale* ont été souvent affichés simultanément.
- L'*Avis concernant le rapport d'évaluation environnementale* a souvent été affiché après que le rapport d'examen préalable ait été rendu public à des fins de donner le public une occasion de faire ses observations à son égard.
- Lorsque les rapports d'examen préalable ont été rendus publics à des occasions totalement séparées, il a été incertain de savoir si les deux versions du rapport étaient identiques, ou si l'une était l'ébauche et l'autre le rapport final.

#### Liste de documents comportant seulement la plus récente version de l'*Avis de lancement*

Le site Internet présente une liste de contrôle utile, par ordre chronologique inverse, des avis et documents publiés pour chaque examen préalable. Toutefois, si l'*Avis de lancement* avait été modifié, seule la plus récente version

figurait dans la liste. Pour consulter des versions antérieures de l'*Avis de lancement*, il fallait consulter une deuxième liste rattachée à la version courante de l'*Avis de lancement*. Cette seconde liste, contrairement à la liste principale, était en ordre chronologique. De manière générale, cette méthode de présenter la liste des documents était peu pratique, maladroite et source de confusion pour l'utilisateur du site Internet.

#### Titres de document portant à confusion

Bien que le site Internet présente d'utiles listes datées de liens aux documents publiés pour chaque examen préalable, les titres indiqués des documents ne correspondent pas toujours au titre réel, au contenu ou à l'objet du document. Les personnes qui entrent les données pour le site Internet ont comme option de choisir des titres de document par défaut qui ne correspondent pas au titre véritable du document publié. De plus, comme on l'indiquait dans la discussion précédente des séquences confuses de documents, les personnes qui entrent les données peuvent « cacher » un document clé (p. ex. le rapport d'examen préalable) dans un avis où on ne s'attendrait pas à le trouver.

Au bout du compte, il était souvent difficile d'établir la nature des avis et documents publiés sans cliquer sur les liens de tous les documents publiés.

### **4.3.2 Disponibilité des rapports d'examen préalable**

La Loi prévoit la possibilité de rendre des rapports d'examen préalable disponibles en ligne par le site Internet, mais cette possibilité est rarement exploitée (cinq des 18 056 examens préalables visés par le présent rapport). Dans l'immense majorité des cas, une personne qui désire consulter un rapport d'examen préalable doit le demander au contact indiqué sur le site Internet.

Pour tenter de réunir un ensemble représentatif de rapports d'examen préalable, l'Agence a dû solliciter plusieurs centaines de rapports d'examen préalable auprès des divers contacts indiqués dans les avis sur le site Internet. L'Agence, comme le ferait un particulier, a utilisé les coordonnées de contact figurant au site Internet comme point de départ pour demander chaque rapport d'examen préalable.

L'Agence avait au départ sollicité un total de 820 rapports, pour ensuite établir que seulement 719 d'entre eux étaient à la fois disponibles et d'intérêt. De ce groupe de 719 rapports d'examen préalable, l'Agence en a finalement reçu 598, et abandonné ses efforts afin d'obtenir les 121 autres à cause des difficultés et des retards rencontrés. La majorité des 598 rapports d'examen préalable reçus ont été acheminés de manière rapide et efficace, mais dans certains cas, l'Agence a dû insister pour que l'on donne suite à sa demande, et l'autorité responsable n'a pas réagi promptement.

Près de la moitié des rapports (41 %) ont été reçus sous forme numérique par Internet, et les autres, sous forme numérique ou imprimée, sont arrivés par

courrier, messagerie ou télécopieur.

Comme on le mentionnait à la section 3.3, l'Agence a créé une base de données particulière pour gérer l'information rattachée à l'acquisition d'un ensemble de référence de rapports d'examen préalable. Les observations qui suivent reposent sur l'analyse de l'information dans cette base de données, et ne correspondent pas nécessairement à l'expérience qui attendrait un particulier dans des circonstances similaires.

#### Validité du contact

Les coordonnées des contacts donnés sur le site Internet étaient à jour dans 57 % des cas lorsque l'on a tenté de les rejoindre par téléphone. Dans les autres cas, il fallait compter sur un ou deux transferts à partir du contact indiqué avant de rejoindre le bon contact.

#### Disponibilité du rapport

Dans la majorité des cas, l'autorité responsable était en mesure de produire le rapport. Toutefois, dans certains cas, l'autorité responsable ne pouvait pas ou ne voulait pas produire le rapport.

Dans quelques cas, le rapport d'examen préalable n'avait pas en fait été rédigé, ou le rapport que l'on croyait être un rapport d'examen préalable était finalement un rapport d'un autre type (p. ex. évaluation environnementale de site de phase I, rapport technique).

Lorsque les contacts refusaient de produire le rapport d'examen préalable, leurs motifs relevaient habituellement de préoccupations de conformité à la *Loi sur l'accès à l'information* et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Parfois, des contacts indiquaient qu'ils devaient obtenir l'autorisation d'un supérieur avant de pouvoir communiquer le rapport.

#### Réponse en temps opportun aux demandes de rapport d'examen préalable

Parmi les 598 rapports d'examen préalable finalement reçus, ces derniers sont arrivés à 20 % dans la journée, et à 44 % dans les deux semaines suivant la demande. Toutefois, le délai moyen de réception d'un rapport était de 51 jours, ce qui dénote certains délais très prolongés.



## **5 MESURES PRISES À CE JOUR POUR AMÉLIORER LE PROCESSUS D'EXAM PRÉALABLE**

### **5.1 Initiatives de l'Agence**

L'Agence est responsable de l'aspect technique du *Site Internet du registre canadien d'évaluation environnementale* (SIRCEE) et partage la responsabilité des données versées au SIRCEE avec les autorités responsables.

L'Agence offre des directives et fournit un soutien technique aux autorités responsables sur les éléments exigés par le SIRCEE, incluant les aspects liés d'assurance de la qualité, et se tient à jour en ce qui concerne les questions et les politiques liées à l'exploitation du site.

L'Agence intègre des objectifs et des pratiques d'assurance de la qualité à la gestion et au développement constant du SIRCEE. La section de l'Agence responsable de la gestion du SIRCEE assure un suivi continu des questions de qualité et tient une liste priorisée des éléments qui pourraient exiger une action éventuelle des parties à l'intérieur et à l'extérieur de l'Agence. Elle travaille en collaboration avec les autres sections de l'Agence et avec les autorités responsables pour définir les problèmes, cerner des solutions possibles et assurer le suivi de leur mise en œuvre.

À l'heure actuelle, 400 éléments d'intérêt ont été identifiés. Certains d'entre eux ont déjà été étudiés ou sont en voie de l'être. Les domaines où des progrès sensibles ont été réalisés sont décrits ci-après.

#### **5.1.1 Amélioration de la qualité de l'information versée au site Internet**

La section de l'Agence responsable de la gestion du SIRCEE a développé et mis en œuvre un plan pour la gestion des données versées au système. La vérification de ces données se fait maintenant sur une base quotidienne et périodique. L'équipe travaille en étroite collaboration avec les autorités responsables à la correction des erreurs et anomalies et autres problèmes reliés au système. Afin d'élever la qualité des données capturées, la section du SIRCEE avise les autorités responsables sur l'importance d'avoir des informations exactes, complètes, en temps opportun et dans les deux langues officielles.

#### **5.1.2 Entrer correctement la date de lancement et la date de décision relative à l'article 20**

L'agence a agi de manière proactive pour régler le problème d'incertitude entourant l'exactitude des dates indiquées dans les avis du site internet pour le lancement de l'examen préalable et pour la décision relative à l'article 20. Le 21 février 2006, l'interface de l'entrée des données a été modifiée afin d'éliminer les valeurs par défaut, obligeant ainsi la personne qui entre les données à prendre une décision consciente quant aux dates entrées.

### **5.1.3 Afficher les *Avis de décision* en temps opportun**

En 2005, l'Agence a commencé à envoyer périodiquement à toutes les autorités responsables une liste de *projets* pour lesquels au moins une année s'était écoulée depuis l'affichage de l'*Avis de lancement*, sans qu'un *Avis de décision* correspondant n'ait été affiché. Les données du SIRCEE montrent clairement que le nombre d'*Avis de décision* a sensiblement augmenté chaque fois qu'une mesure de ce genre a été prise.

### **5.1.4 Formation liée au site Internet**

L'Agence a pris des mesures pour que ses programmes de formation tiennent compte des problèmes relevés dans ses efforts d'assurance de la qualité. Les cours qui suivent ont été modifiés en fonction des conclusions en matière d'assurance de la qualité :

- *Examens préalables en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*
- *Aperçu du registre*
- *Comment tenir à jour le Site Internet du registre canadien d'évaluation environnementale*

### **5.1.5 Améliorer l'orientation en ligne**

L'Agence a amélioré l'orientation en ligne dans ses sites réels et dans ses sites de formation pour les personnes qui entrent des données. Elle a ajouté des directives sur comment entrer un *Avis de lancement* et sur les principales caractéristiques que doivent comporter les titres et les descriptions de projet dans les *Avis de lancement*. Elle a aussi inclus certains exemples de bonnes descriptions de projet dans son site de formation.

### **5.1.6 Apporter des améliorations techniques aux fonctions du site Internet**

Plusieurs améliorations ont été apportées à certaines fonctions du SIRCEE que les utilisateurs trouvaient peu pratiques ou difficiles à comprendre. Par exemple, on a modifié les fonctions de recherche pour les projets internationaux de manière à en rendre l'utilisation plus intuitive, des liens rapides ont été ajoutés à la page d'accueil, et la visibilité des informations du SIRCEE sur les portails de recherche sur le web a été accrue.

## **5.2 Initiatives interministérielles**

### **5.2.1 Équipe interministérielle du Registre**

Le 25 octobre 2006, une *Équipe interministérielle du registre*, présidée par la gestionnaire du SIRCEE à l'Agence, a été établie pour étudier les questions interministérielles liées à la gestion et à l'amélioration du SIRCEE. Cette équipe est récemment devenue un sous-comité permanent du *Conseil supérieur de l'évaluation environnementale* (CSEE), le principal mécanisme fédéral de



collaboration interministérielle en matière d'évaluation environnementale.

*L'Équipe interministérielle du registre a établi et présenté une structure de gouvernance et responsabilité pour la gestion et la maintenance du SIRCEE. L'équipe travaille présentement à des initiatives qui permettront le développement de meilleurs outils pour la gestion en général du site.*

### **5.2.2 Travail lié à la participation du public aux examens préalables**

Tel qu'indiqué au paragraphe 4.2.2, les autorités responsables entreprennent actuellement des travaux additionnels touchant l'interprétation et la mise en application du paragraphe 18(3) de la Loi sur la nature des efforts réels visant à obtenir et à prendre en compte l'information et l'avis du public au cours des examens préalables. Le plan de travail comprend deux parties.

La première partie consiste à compiler les politiques et les procédures appliquées par les diverses autorités responsables dans l'obtention et la prise en compte de l'information et de l'avis du public et dans l'interprétation et la mise en application du paragraphe 18(3) de la Loi. Elle consiste également à compiler de l'information sur les problèmes relevés par les autorités responsables dans l'interprétation et la mise en application du paragraphe 18(3), ainsi que des suggestions de solutions législatives ou non législatives à ces problèmes.

Dans le cadre de la seconde partie du travail, chaque ministère ou organisme examine un échantillon des examens préalables affichés au site Internet et relève ceux qui ont exigé des efforts afin d'obtenir et de prendre en compte l'information et l'avis du public. Dans le cas de ces derniers examens préalables, on classe actuellement les détails concernant la nature et la justification de ces efforts. Ce travail est fondé sur un échantillon aléatoire pangouvernemental de 1 000 examens préalables pour lesquels un *Avis de lancement* a été affiché pendant le second semestre de 2006.

## **5.3 Initiatives ministérielles**

Les différents ministères et organismes ont également réalisé des initiatives pour assurer la qualité et la cohérence des examens préalables qu'ils effectuent. Les initiatives de l'Agence Parcs Canada, de Pêches et Océans Canada et de Ressources naturelles Canada sont décrites brièvement ci-après.

### **5.3.1 Initiatives de l'Agence Parcs Canada**

L'Agence Parcs Canada a élaboré et mis en œuvre un programme d'examen opérationnel pour faciliter l'amélioration continue des examens préalables. Ce programme porte sur la conformité tant à la Loi et aux règlements, qu'aux meilleures pratiques. Il vise à définir les problèmes rencontrés dans l'application de la Loi et à trouver des solutions possibles. L'analyse des évaluations, sur le plan de la rapidité, de la rigueur et de la précision, a permis au programme de cibler les domaines où il y aurait lieu de mettre en place de la formation, des procédures améliorées ou d'autres formes d'appui. Le travail de mise jour du

programme est en cours.

### **5.3.2 Initiatives de Pêches et Océans Canada**

Pêches et Océans Canada gère son activité d'évaluation environnementale au moyen d'un système interne qu'il a adapté pour inclure certaines des exigences d'information du site Internet. Les renseignements du système ministériel sont habituellement entrés par l'agent qui est en charge d'effectuer les examens préalables.

Le Ministère embauche du personnel administratif qui assure la coordination régionale de ses responsabilités relatives au site Internet. Les coordonnateurs régionaux vérifient s'il y a des anomalies et des incohérences dans les données entrées dans le système. Ils font également fonction de personnes ressources pour le site Internet en donnant de l'information au public sur des évaluations particulières. Un coordonnateur national supervise le travail des coordonnateurs régionaux et veille à ce qu'ils reçoivent la formation et l'orientation nécessaires.

Pêches et Océans Canada possède un service de traduction centralisé interne, où deux personnes qui connaissent bien la terminologie pertinente veillent à fournir une traduction exacte et efficiente des documents qui sont affichés dans le site Internet.

Le Ministère offre également une formation obligatoire aux employés du Programme de gestion de l'habitat, qui est responsable des évaluations environnementales. Il travaille actuellement à la mise au point de cours sur l'évaluation environnementale, qui aborderont, entre autres, les responsabilités du Ministère quant au site Internet. Des renseignements de cette nature sont aussi inclus dans un cours d'apprentissage en ligne, qui est obligatoire pour tous les employés du Programme de gestion de l'habitat.

### **5.3.3 Initiative de description du processus de Ressources naturelles Canada**

Ressources naturelles Canada a réalisé une description détaillée du processus d'examen préalable édicté par la Loi. La description du processus a servi de point de départ pour l'établissement d'indicateurs pour la mesure de la performance. Elle aidera également le Ministère à faire en sorte que toutes les étapes du processus d'examen préalable soient respectées, et à cerner les aspects où l'efficience pourrait être améliorée.

## 6 DISCUSSION

### 6.1 Efficacité du site Internet

L'une des plus importantes modifications apportée à la Loi promulguée le 30 octobre 2003 portait sur la création du site Internet et l'exigence d'y publier en temps opportun l'*Avis de lancement* des évaluations. Dans le cas des examens préalables, cette exigence, conjuguée à la disposition de la Loi qui interdit une décision au titre de l'article 20 avant le 15<sup>e</sup> jour suivant la date de publication de cet avis, assure à tout le moins une certaine transparence avant que ne se prennent des mesures ou des décisions fédérales susceptibles d'entraîner des conséquences dans l'environnement.

Le site Internet du Registre canadien d'évaluation environnementale fonctionne bien au plan technique, et il a beaucoup de potentiel à titre de mécanisme favorisant la transparence du processus d'examen préalable, à la fois avant et après la prise d'une décision sur l'incidence environnementale d'un projet. Jusqu'à maintenant toutefois, seule une faible partie de ce potentiel a été exploitée.

Il est extrêmement rare que l'on publie en ligne de longs documents, et ceux qui désirent consulter de tels documents sont dans l'obligation de les solliciter de personnes-ressources qui ne produiront pas toujours les documents en temps opportun. Le rapport d'examen préalable est l'élément central du processus et il constitue sans aucun doute le document le plus important pour le public. Pourtant, comme on l'a mentionné précédemment, seulement cinq des 18 056 rapports d'examen préalable visés par la présente étude ont été publiés en ligne. Ces examens préalables portaient sur des projets d'une importance régionale ou nationale évidente. Les examens préalables de projets qui pourraient n'avoir présenté qu'un intérêt local n'ont jamais été publiés en ligne.

L'étude a permis d'identifier les enjeux interdépendants qui suivent, en matière de qualité, d'exactitude et d'uniformité de l'information publiée sur le site Internet :

- Le processus décentralisé d'entrée de l'information entraîne inévitablement des variations dans la nature et le contenu des avis publiés sur le site Internet. Ce facteur est particulièrement évident et important pour ce qui est des descriptions de projet dans les *Avis de lancement*.
- L'entrée des dates clés a posé certains problèmes qui ont compromis les statistiques de délais produites pour la présente étude. Ces problèmes sont abordés en détail ailleurs dans le présent rapport.
- L'interaction de l'entrée individuelle de données, de présentations et d'entêtes figés et variables, et de texte produit automatiquement a produit des avis parfois grammaticalement incorrects, parfois confus, et parfois inexacts. La correction de problèmes de cet ordre relèverait généralement du mandat législatif de l'Agence au titre « des modalités de forme et de tenue du site Internet ».

- Le site Internet doit être régi par des procédures opérationnelles permanentes d'assurance de la qualité. Du fait de sa nature hautement décentralisée, cette exigence pose de nombreux défis. Afin d'aborder ces défis, aux termes du paragraphe 5.2.1, les rôles et les responsabilités de l'Agence et des autorités responsables qui entrent des données dans le site ont été élaborés dans un document sur la *Structure de gouvernance et de responsabilités* et une équipe interministérielle du Registre a été mise sur pied.

## **6.2 Participation du public aux examens préalables**

Le petit nombre d'*Avis concernant la participation du public* affichés dans le site Internet pourrait laisser croire que peu d'examens préalables prévoient une participation du public. Cependant, d'après les commentaires des autorités responsables et l'analyse d'un échantillon de rapports d'examens préalables, on constate que les activités pouvant être classées comme « participation du public dans le cadre de l'examen préalable d'un projet » sont plus nombreuses que ce que le nombre d'*Avis concernant la participation du public* pourrait laisser croire. De plus, lorsque dans le cas d'un examen préalable un *Avis concernant la participation du public* a été affiché, il se peut que des activités de participation du public, autres que celles annoncées, aient eu lieu.

À la suite de discussions avec des autorités responsables, un certain nombre de questions complexes ont été soulevées au regard de l'interprétation et de la mise en application du paragraphe 18(3) de la Loi. Ces questions pourraient représenter des « zones grises » sur le plan de l'interprétation et concernent les activités de participation du public par le promoteur ou son expert-conseil, ou la prise en compte d'information et de points de vue du public obtenus au cours d'un processus antérieur, plutôt que de prévoir une réelle participation du public dans le cadre de l'examen préalable (par ex. : processus de planification, évaluation environnementale antérieure).

De toute évidence, il sera nécessaire d'améliorer la compréhension de la situation actuelle à l'échelle de tout le gouvernement au regard de la participation du public au cours des examens préalables afin qu'il soit possible de définir clairement les enjeux et de formuler adéquatement les améliorations souhaitables, qu'elles soient de nature législative ou administrative. Les autorités responsables et l'Agence ont convenu de collaborer aux futurs travaux visant à accroître la compréhension de l'état de la situation en matière de participation du public.

## **6.3 Durée des examens préalables**

Malgré une quantité considérable de commentaires anecdotiques sur des examens préalables s'étant prolongés de manière inacceptable avant d'arriver à terme, les données du site Internet ne confirment pas nécessairement cette

impression, et peuvent même la contredire dans certains cas.

Bien que certains examens préalables figurant au site Internet semblent avoir été inachevés pour une très longue période, dans bon nombre de ces cas, la décision au titre de l'article 20 avait en fait été rendue, mais une règle administrative du système empêchait la publication d'un *Avis de décision*. Il s'agit davantage d'une question technique, plutôt que d'un problème de fond.

Des problèmes significatifs d'exactitude ont également été relevés à l'égard des dates de lancement et de décision au titre de l'article 20, figurant respectivement dans les *Avis de lancement* et les *Avis de décision*. Ces problèmes ont compromis l'exactitude des statistiques sur la durée des examens préalables produites par la présente étude. Les problèmes d'exactitude entraînés par des réglages par défaut inadéquats des écrans d'entrée de données ont été réglés. Toutefois, l'interprétation des termes « lancement » et « décision » n'est pas encore uniforme. Un certain doute subsistera sur la fiabilité des statistiques tant que l'on n'aura pas réglé tous les problèmes en ce qui concerne l'exactitude des dates des étapes clés. Après un règlement satisfaisant des problèmes, il faudra un certain temps pour rassembler suffisamment de données permettant de produire de nouvelles statistiques fiables sur la durée des examens préalables. Le règlement de tous les problèmes liés aux dates des étapes clés devrait donc constituer une priorité de premier plan.

Il n'existe actuellement aucune façon d'établir à partir des données du site Internet la nature et l'étendue des délais ayant pu se produire avant la publication d'un *Avis de lancement*. Cette information ne fait pas partie du dossier du site Internet. De plus, il n'existe pas d'autre source fiable et accessible pour obtenir cette information. En l'absence d'un processus de demande officielle pour amorcer un examen préalable, nous n'avons pas à notre disposition de repère objectif, uniforme et vérifiable pour établir quand commence véritablement un examen préalable.

#### **6.4 Programmes de suivi**

Les résultats de l'étude semblent indiquer que les programmes de suivi des examens préalables ne contribuent pas actuellement de manière substantielle à l'amélioration de la pratique de l'évaluation environnementale. En présumant que les statistiques de 2006 sont fiables, moins de 1 p. 100 des examens préalables comportent un programme de suivi. De plus, l'achèvement des programmes de suivi n'est pas rendu public, et leurs résultats ne sont pas largement diffusés et facilement accessibles. Le site Internet pourrait servir à rendre ces résultats disponibles en ligne, mais ce n'est pas le cas actuellement.

#### **6.5 Efficacité de l'examen préalable**

Bien que cette étude ne vise pas directement à évaluer la qualité des examens préalables individuels, elle fournit un portrait clair du nombre de projets variés



ayant fait l'objet d'un examen préalable en vertu de la Loi. L'analyse démontre sans équivoque qu'un très grand nombre de projets variés font l'objet d'un examen préalable chaque année et que dans la majorité des cas, les projets examinés ont chacun une faible probabilité d'entraîner des effets négatifs sur l'environnement.

D'autres travaux seront nécessaires afin de comprendre amplement à quel point les différents types de projets examinés sont susceptibles d'entraîner des effets négatifs sur l'environnement et les avantages précis découlant de la conduite d'examen dans le cadre de toute une gamme de situations données. Toutefois, une telle analyse ne devrait pas mener à des conclusions différentes du présent rapport selon lesquelles la grande majorité des projets examinés en vertu de la Loi demeurent plutôt au bas de la courbe des projets susceptibles d'entraîner des effets négatifs sur l'environnement.

L'analyse initiale du présent rapport concernant le nombre de projets variés examinés en vertu de la Loi fournit un contexte précieux permettant d'interpréter d'autre information présentée dans le rapport. Le nombre d'examen variés entraîne des conséquences directes quant à la disponibilité des ressources pour chacun des examens et par conséquent, ceux-ci risquent de créer des incidences sur des éléments comme l'utilisation du site Internet par les autorités responsables; la nature et l'importance de la participation du public; la conception et la mise en œuvre de programmes de suivi; la durée des examens comme telle. On pourra s'attendre ultimement à ce qu'il y ait une incidence sur la qualité des examens et sur les avantages pouvant découler de leur conduite, sur le plan de l'environnement.

Les considérations présentées plus haut demeureront également pertinentes dans le cadre du prochain examen parlementaire de la Loi et l'analyse initiale de ces considérations constituera un point de départ utile pour l'élaboration de données concernant les examens préalables qui seront prises en compte pour l'examen parlementaire.